

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1980 B 18083

Numéro SIREN : 312 379 076

Nom ou dénomination : SAINT-GOBAIN ISOVER

Ce dépôt a été enregistré le 07/07/2022 sous le numéro de dépôt 22981

SAINT-GOBAIN ISOVER

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'assemblée générale
SAINT-GOBAIN ISOVER
TOUR SAINT-GOBAIN
12 PLACE DE L'IRIS
92400 COURBEVOIE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAINT-GOBAIN ISOVER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à l'évaluation et à la comptabilisation des engagements de retraite et avantage similaires décrit dans la note 1 de l'annexe aux comptes annuels qui expose l'incidence de la mise à jour par l'ANC (Autorité des Normes Comptables) du 17 novembre 2021 de sa Recommandation n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, suite à la décision de l'IFRIC en mai 2021.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Valeur d'inventaire des immobilisations financières et participations

La société évalue annuellement la valeur d'inventaire de ses immobilisations financières et participations selon la méthode décrite dans la note 2.2.1 « Immobilisations et amortissements » de l'annexe relative aux principes comptables et méthodes d'évaluation. Nous avons revu l'approche utilisée par la société et, sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations retenues par la société au 31 décembre 2021.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2022

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Edouard Sattler

SAINT-GOBAIN ISOVER
Société anonyme
Au capital de 45 750 000 €
Siège social
12 PLACE DE L'IRIS TOUR SAINT-GOBAIN 92400 COURBEVOIE
RCS 31237907600168

COMPTES ANNUELS
ET ANNEXE

SAINT-GOBAIN ISOVER
Etats financiers au 31 décembre 2021

Bilan actif

| BILAN-ACTIF | Exercice 2021 | | | Exercice 2020 |
|--|----------------------|--------------------|----------------------|----------------------|
| | Brut | Amort. et Depr. | Net | Net |
| Capital souscrit non appelé (I) | 0 | | 0 | 0 |
| Frais d'établissement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de développement | 24 138 331 | 22 569 904 | 1 568 427 | 2 652 877 |
| Concessions, brevets et droits similaires | 14 119 297 | 11 489 184 | 2 630 114 | 2 793 913 |
| Fonds commercial | 8 037 669 | 8 032 729 | 4 940 | 7 635 |
| Autres immobilisations incorporelles | 1 558 071 | 0 | 1 558 071 | 1 793 143 |
| Avances sur immobilisations incorporelles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL immobilisations incorporelles | 47 853 369 | 42 091 817 | 5 761 552 | 7 247 568 |
| Terrains | 27 247 257 | 6 851 391 | 20 395 866 | 15 406 847 |
| Constructions | 89 961 625 | 48 900 341 | 41 061 283 | 41 229 280 |
| Installations techniques, matériel | 310 129 186 | 215 166 344 | 94 962 842 | 93 650 237 |
| Autres immobilisations corporelles | 7 075 339 | 6 312 130 | 763 209 | 1 552 213 |
| Immobilisations en cours | 20 046 170 | 0 | 20 046 170 | 16 641 717 |
| Avances et acomptes | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL immobilisations corporelles | 454 459 576 | 277 230 206 | 177 229 370 | 168 480 295 |
| Participations selon la méthode de meq | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres participations | 1 180 969 069 | 34 419 552 | 1 146 549 518 | 1 146 529 518 |
| Créances rattachées à des participations | 0 | 0 | 0 | 22 867 |
| Autres titres immobilisés | 1 812 200 | 0 | 1 812 200 | 1 812 200 |
| Prêts | 3 073 678 | 0 | 3 073 678 | 2 953 209 |
| Autres immobilisations financières | 38 427 | 37 527 | 900 | 2 313 |
| TOTAL immobilisations financières | 1 185 893 374 | 34 457 078 | 1 151 436 296 | 1 151 320 107 |
| Total Actif Immobilisé (II) | 1 688 206 319 | 353 779 101 | 1 334 427 218 | 1 327 047 970 |
| Matières premières, approvisionnements | 20 270 260 | 4 062 035 | 16 208 225 | 17 024 903 |
| En cours de production de biens | 0 | 0 | 0 | 0 |
| En cours de production de services | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits intermédiaires et finis | 26 895 147 | 1 724 278 | 25 170 869 | 24 496 415 |
| Marchandises | 3 930 905 | 0 | 3 930 905 | 3 065 464 |
| TOTAL Stock | 51 096 311 | 5 786 313 | 45 309 999 | 44 586 782 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 424 333 | 0 | 424 333 | 457 818 |
| Clients et comptes rattachés | 92 233 313 | 3 633 695 | 88 599 619 | 110 432 210 |
| Autres créances | 41 667 019 | 0 | 41 667 019 | 22 119 524 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL Créances | 134 324 664 | 3 633 695 | 130 690 970 | 133 009 552 |
| Valeurs mobilières de placement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| dont actions propres: | | | | |
| Disponibilités | 2 170 548 | 0 | 2 170 548 | 1 623 565 |
| TOTAL Disponibilités | 2 170 548 | 0 | 2 170 548 | 1 623 565 |
| Charges constatées d'avance | 252 310 | 0 | 252 310 | 53 451 |
| Total Actif Circulant (III) | 187 843 833 | 9 420 007 | 178 423 826 | 179 273 350 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | 0 | | 0 | 0 |
| Prime de remboursement des obligations (V) | 0 | | 0 | 0 |
| Ecart de conversion actif (VI) | 110 977 | | 110 977 | 158 917 |
| Total Général (I à VI) | 1 876 161 129 | 363 199 108 | 1 512 962 021 | 1 506 480 236 |

SAINT-GOBAIN ISOVER
Etats financiers au 31 décembre 2021

Bilan passif

| BILAN-PASSIF | Exercice 2021 | Exercice 2020 |
|---|----------------------|----------------------|
| Capital social ou individuel dont versé : 0 | 45 750 000 | 45 750 000 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | 0 | 0 |
| Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence 0 | 0 | 0 |
| Réserve légale | 4 575 000 | 4 575 000 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | 0 | 0 |
| Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0 | 0 | 0 |
| Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0 | 0 | 0 |
| TOTAL Réserves | 4 575 000 | 4 575 000 |
| Report à nouveau | 37 518 774 | 26 840 412 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | 137 502 153 | 67 697 362 |
| Subventions d'investissement | 1 493 693 | 1 264 893 |
| Provisions réglementées | 52 528 114 | 52 860 540 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES (I) | 279 367 734 | 198 988 207 |
| Produit des émissions de titres participatifs | 0 | 0 |
| Avances conditionnées | 0 | 0 |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II) | 0 | 0 |
| Provisions pour risques | 4 511 002 | 1 630 575 |
| Provisions pour charges | 19 273 762 | 22 805 530 |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III) | 23 784 764 | 24 436 104 |
| Emprunts obligataires convertibles | 0 | 0 |
| Autres emprunts obligataires | 0 | 0 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 2 171 420 | 1 041 338 |
| Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs : 0 | 1 019 338 268 | 1 122 352 822 |
| TOTAL Dettes financières | 1 021 509 688 | 1 123 394 160 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 21 600 | 362 158 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 86 538 593 | 64 742 826 |
| Dettes fiscales et sociales | 36 777 703 | 34 965 246 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 14 544 856 | 7 847 962 |
| Autres dettes | 50 400 356 | 51 717 883 |
| TOTAL Dettes d'exploitation | 188 283 108 | 159 636 075 |
| Produits constatés d'avance | 0 | 0 |
| TOTAL DETTES (IV) | 1 209 792 797 | 1 283 030 234 |
| Ecart de conversion Passif (V) | 16 727 | 25 690 |
| TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V) | 1 512 962 021 | 1 506 480 236 |

SAINT-GOBAIN ISOVER
Etats financiers au 31 décembre 2021

Compte de résultat

| COMPTE DE RESULTAT | Exercice 2021 | | | Exercice 2020 |
|--|--|------------------------------|--------------------|--------------------|
| | France | Exportation | Total | |
| Ventes de marchandises | 154 234 428 | 334 054 | 154 568 482 | 151 346 113 |
| Production vendue biens | 350 207 816 | 7 242 881 | 357 450 696 | 296 778 686 |
| Production vendue services | 29 593 877 | 5 581 841 | 35 175 718 | 29 736 535 |
| Chiffres d'affaires nets | 534 036 121 | 13 158 775 | 547 194 896 | 477 861 333 |
| Production stockée | | | 758 892 | -1 725 386 |
| Production immobilisée | | | 0 | 0 |
| Subventions d'exploitation | | | 348 326 | 0 |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | | | 13 313 778 | 11 051 103 |
| Autres produits | | | 39 993 199 | 35 691 958 |
| Total des produits d'exploitation (I) | | | 601 609 091 | 522 879 008 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | 98 782 268 | 87 838 268 |
| Variation de stock (marchandises) | | | -865 440 | 583 089 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) | | | 86 636 203 | 73 772 522 |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | 368 338 | 1 273 158 |
| Autres achats et charges externes (3) (6 bis) | | | 197 515 389 | 160 332 317 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 7 937 316 | 10 726 698 |
| Salaires et traitements | | | 61 587 749 | 60 453 396 |
| Charges sociales | | | 31 605 695 | 28 432 580 |
| Dotations d'exploitation | sur immobilisations | Dotations aux amortissements | 23 189 675 | 23 147 972 |
| | | Dotations aux provisions | 0 | 0 |
| | Sur actif circulant : dotations aux provisions | | 9 342 272 | 7 738 658 |
| | Pour risques et charges : dotations aux provisions | | 4 203 026 | 1 867 000 |
| Autres charges | | | 5 338 675 | 6 111 043 |
| Total des charges d'exploitation (II) | | | 525 641 166 | 462 276 702 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | | | 75 967 925 | 60 602 306 |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | 0 | 0 |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | 0 | 0 |
| Produits financiers de participations | | | 81 815 621 | 30 862 315 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | 0 | 0 |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 606 | -119 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | 171 575 | 22 368 |
| Différences positives de change | | | 0 | 0 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | 0 | 0 |
| Total des produits financiers (V) | | | 81 987 802 | 30 884 565 |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | 140 975 | 6 098 575 |
| Intérêts et charges assimilées | | | 17 469 511 | 19 036 122 |
| Différences négatives de change | | | 0 | 46 355 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | 0 | 0 |
| Total des charges financières (VI) | | | 17 610 486 | 25 181 051 |
| RÉSULTAT FINANCIER | | | 64 377 316 | 5 703 514 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI) | | | 140 345 241 | 66 305 820 |

Compte de résultat (suite)

| COMPTE DE RESULTAT (suite) | Exercice 2021 | Exercice 2020 |
|---|--------------------|--------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 21 385 | 36 512 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 2 367 841 | 1 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 5 955 827 | 5 715 829 |
| Total des produits exceptionnels (VII) | 8 345 053 | 5 752 342 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 859 224 | 753 835 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 1 718 259 | 666 116 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | 6 252 829 | 4 904 173 |
| Total des charges exceptionnelles (VIII) | 8 830 312 | 6 324 124 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII) | -485 260 | -571 782 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | 362 952 | 115 671 |
| Impôts sur les bénéfices (X) | 1 994 877 | -2 078 994 |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII) | 691 941 945 | 559 515 915 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) | 554 439 793 | 491 818 553 |
| BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges) | 137 502 153 | 67 697 362 |

Sommaire

| | |
|---|----|
| 1.FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE..... | 7 |
| 2.PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION..... | 7 |
| 2.1. Principes comptables..... | 7 |
| 2.2. Principales méthodes utilisées..... | 8 |
| 2.2.1. Immobilisations et amortissements..... | 8 |
| 2.2.2. Stocks..... | 9 |
| 2.2.3. Créances..... | 9 |
| 2.2.4. Conversion des créances et des dettes libellées en devises..... | 9 |
| 2.2.5. Disponibilités et concours bancaires courants..... | 10 |
| 2.2.6. Retraites, indemnités de départ à la retraite et médailles du travail..... | 10 |
| 2.2.7. Provision pour risques et charges..... | 10 |
| 2.2.8. Chiffre d'affaires..... | 10 |
| 3. NOTES SUR LE BILAN..... | 11 |
| 3.1. Immobilisations..... | 11 |
| Filiales et participations..... | 12 |
| Variations des immo et amortiss..... | 13 |
| 3.2. Actif circulant..... | 14 |
| 3.3. Capitaux propres..... | 15 |
| 3.4.Provisions pour risques et charges et dépréciations d'actif et provisions réglementées..... | 16 |
| 3.5. Etats des échéances des créances et des dettes..... | 17 |
| 3.6. Comptes rattachés..... | 18 |
| 3.7. Transactions avec des entreprises liées..... | 18 |
| 4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT..... | 19 |
| 4.1. Ventilation du chiffre d'affaires..... | 19 |
| 4.2 Dépenses de recherche et coûts de développement comptabilisés en charges..... | 19 |
| 4.3. Résultat financier..... | 20 |
| 4.4 Résultat exceptionnel..... | 20 |
| 4.5.Ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel..... | 20 |
| 4.6 Accroissements et allègements de la dette future d'impôt..... | 21 |
| 4.7 Transfert de charges..... | 21 |
| 5 AUTRES INFORMATIONS..... | 22 |
| 5.1. Engagements financiers..... | 22 |
| 5.2. Effectif moyen..... | 22 |
| 5.3. Rémunération des organes d'Administration..... | 22 |
| 5.4. Consolidation..... | 22 |
| 5.5. Intégration fiscale..... | 23 |
| 5.6. Autres opérations présentant des risques et des avantages pour la société non traduits au bilan..... | 23 |
| 5.7. Autres éléments significatifs..... | 23 |
| 5.8. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice..... | 23 |

L'activité de la société est la fabrication de fibres de verre.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2021.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30 mars 2022 par le conseil d'administration.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'année 2021 s'est terminée sur une hausse des volumes de ventes annuels de plus de 8%. Ceci est légèrement inférieur à la tendance du marché de l'isolation du fait du retrait significatif des ventes de Laine à Souffler suite aux transformations profondes du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie. Le marché de la rénovation (+9% vs. 2020) a malgré cela plus que récupéré le niveau d'avant crise COVID de même que le neuf résidentiel. Le tertiaire et le logement collectif, bien qu'en croissance vs. 2020 (7 % et 13% respectivement), restent encore en deçà du niveau de 2019.

Le Résultat d'exploitation France est en forte progression, grâce à la hausse des volumes de ventes, contrariée en deuxième partie d'année par une inflation brutale des matières premières et de l'énergie dont l'impact a pu être limité par des hausses de prix successives. Les performances industrielles ont continué à progresser.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 547 195 K€ au 31/12/2021 contre 477 861 K€ au 31/12/2020 soit une augmentation de 14,51%.

Le résultat d'exploitation s'est élevé à 75 968 K€ au 31/12/2021 contre 60 602 K€ au 31/12/2020 soit une augmentation de 25,36%.

En mai 2021, la réponse de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) suite à une question posée concernant la méthode d'étalement des droits pour certains régimes à prestations définies a conduit à revoir la méthode de calcul utilisée depuis l'origine dans les évaluations de ce type de régime en France dans les comptes arrêtés selon les IFRS.

Pour les régimes dont les droits sont fonction de l'ancienneté et conditionnés à la présence au départ à la retraite, si les droits acquis (le barème d'acquisition) plafonnent à un niveau d'ancienneté donné, l'étalement du provisionnement des droits se fait sur la durée d'ancienneté et jusqu'à la retraite et non sur la carrière totale du salarié dans la société.

La société a choisi, en accord avec la mise à jour par l'ANC (Autorité des Normes Comptables) du 17 novembre 2021 de sa Recommandation n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, de retenir également cette méthode comptable pour ses comptes arrêtés selon les principes comptables français.

Cette modification concerne les indemnités de fin de carrière et constitue un changement de méthode comptable au 1er janvier 2021. En conséquence, la société SG ISOVER a diminué au 1er janvier 2021 la provision pour indemnités de fin de carrière pour un montant de 1 481 K€ par la contrepartie du report à nouveau qui a été augmenté du même montant.

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1. Principes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation compte tenu de l'appartenance au groupe Saint- Gobain
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des changements de méthode comptable décrit ci dessus
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions définies par le Plan Comptable Général français issu du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) homologué par arrêté du 8 septembre et modifié par les règlements ANC 2015-06 et 2016-07

2.2. Principales méthodes utilisées

2.2.1. Immobilisations et amortissements

Les immobilisations acquises sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Le coût d'acquisition comprend :

- le prix d'achat,
- les coûts directement attribuables à l'acquisition ou à la mise en place du bien, engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner.

Les coûts d'emprunt ne sont pas incorporés dans le coût d'acquisition.

Les immobilisations produites par l'entreprise sont évaluées à leur coût de production. Le coût de production comprend :

- le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- les charges directes de production,
- les charges indirectes nécessaires à la mise en place et en état de fonctionner du bien.

Les coûts d'emprunt ne sont pas incorporés dans le coût de production.

La Société applique le règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, le règlement CRC 2003-07 relatif à la définition des composants ainsi que le règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs.

a) Immobilisations incorporelles

Les frais de recherche sont inclus dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

En revanche, les coûts de développement correspondant à des projets nettement individualisés et ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale sont enregistrés en immobilisations incorporelles pendant l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée du projet, n'excédant pas 5 ans. Aucun frais de Recherche et Développement n'a été capitalisé en 2021. Les brevets, concessions, licences et autres valeurs incorporelles immobilisés ont été évalués à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition.

Lorsque la valeur d'utilité d'un ensemble d'immobilisations incorporelles est jugée notablement inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation ou un amortissement exceptionnel est constaté.

Les fonds commerciaux sont amortis linéairement sur une durée de 25 ans.

Les logiciels sont amortis sur une durée d'un an ou de trois ans à compter de leur date d'acquisition.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée de vie prévue.

Les principales durées estimées d'utilisation des biens peuvent être résumées comme suit :

- Construction : entre 15 et 30 ans - Linéaire
- Agencement et aménagement : entre 3 et 30 ans - Linéaire ou Dégressif
- Matériel et outillage industriel (dont four) : entre 2 et 20 ans - linéaire ou dégressif
- Mobilier : 8 ans : Linéaire ou Dégressif
- Matériel de transport et de manutention : 5 ans - Linéaire
- Matériels informatiques : Entre 3 et 5 ans - Linéaire ou Dégressif

Les amortissements dérogatoires, correspondant à la différence entre les amortissements calculés en application des dispositions fiscales et les amortissements calculés sur la durée d'utilisation prévue, figurent sous la rubrique "Provisions réglementées" au passif du bilan.

Lorsque la valeur d'utilité d'un ensemble d'immobilisations corporelles est jugée notablement inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation ou un amortissement exceptionnel est constaté.

c) Immobilisations financières

Les titres de participation et autres titres immobilisés sont valorisés à leur coût d'acquisition, frais accessoires inclus.

La conversion en euros de la valeur des titres libellés en devises est faite au cours de change à la date d'acquisition.

Périodiquement, et notamment lors de l'inventaire annuel, les titres sont évalués à leur valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité tient compte des différents critères dont la quote-part de capitaux propres sociaux et la quote-part d'actif net comptable consolidé.

Au cas par cas des tests spécifiques peuvent être effectués afin de déterminer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la base des business plans (ou budgets prévisionnels à long terme) hors frais financiers mais après impôt.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constituée. Si elle est supérieure, la plus-value latente n'est pas comptabilisée. Aucune compensation n'est pratiquée entre plus et moins-values.

2.2.2. Stocks

Les stocks de matières premières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués à leur coût d'acquisition, qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires, selon la méthode du prix moyen pondéré.

Les stocks d'encours et de produits finis sont valorisés selon la méthode du prix de revient complet de production, qui comprend les coûts directs et indirects de production. Le prix de revient est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Une dépréciation est calculée :

- Pour tous les produits en tenant compte du taux de rotation de stock et/ou éventuellement de l'obsolescence et de leur état qualitatif.
- Pour les produits fabriqués et marchandises, lorsque la valeur brute augmentée des frais proportionnels de commercialisation devient supérieure à la valeur nette de réalisation.

2.2.3. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

La société SAINT GOBAIN ISOVER a cédé en décembre 2021, à la société d'affacturage Eurofactor, 34 710 K€ de créances.

2.2.4. Conversion des créances et des dettes libellées en devises

Les dettes et créances libellées en devises et ayant fait l'objet d'une couverture à terme figurent au bilan au cours de couverture garanti.

Les dettes et les créances n'ayant pas fait l'objet d'une couverture du risque de change figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. Les différences de conversion calculées sont alors inscrites au bilan dans le poste "Ecart de conversion actif ou passif".

Une provision pour risques est constituée, le cas échéant, afin de couvrir les pertes de change latentes non couvertes.

2.2.5. Disponibilités et concours bancaires courants

Les disponibilités sont constituées de valeurs immédiatement convertibles en espèces pour leur montant nominal.

Dans le cadre du dispositif de centralisation des disponibilités au niveau de sa maison mère, la société dispose d'un compte courant de trésorerie intra-groupe auprès de SG Glass France et d'un compte courant de financement auprès de la Compagnie de Saint Gobain.

2.2.6. Retraites, indemnités de départ à la retraite et médailles du travail

A leur départ en retraite, les salariés de la société reçoivent une indemnité dont le montant varie en fonction de l'ancienneté et des autres modalités de la convention collective. De même, au cours de leur vie professionnelle, les salariés acquièrent progressivement l'ancienneté déterminant l'attribution des pensions ou rentes auxquelles ils peuvent prétendre à la fin de leur période d'activité.

Les engagements de la société au 31.12.2021 correspondant aux indemnités de départ à la retraite des salariés s'élèvent à 13 050 888 €.

Les engagements de la société au 31.12.2021 correspondant aux indemnités pour médailles du travail des salariés s'élèvent à 1 813 612 €.

Ces engagements sont comptabilisés en provision pour risque et charges.

Les hypothèses de calculs de l'engagement sont les suivants :

- taux annuel d'inflation : 1.50%
- taux annuel de revalorisation des salaires : 5.50% avant 35 ans, 3.20 % entre 35 et 50 ans et 1.90 % au delà
- taux annuel d'actualisation : 0.99%
- table de survie : TGFH05

L'estimation retenue correspond à l'évaluation actuarielle des prestations accordées selon la méthode des unités de crédit projetées fondée sur le salaire de fin de carrière et les droits déterminés à la date d'évaluation.

Si les droits acquis plafonnent à un niveau d'ancienneté donné, l'étalement du provisionnement des droits se fait sur la durée d'ancienneté et jusqu'à la retraite et non sur la carrière totale du salarié dans la société.

Les écarts actuariels relatifs aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies générés dans l'année sont comptabilisés immédiatement et intégralement dans le compte de résultat.

Les calculs actuariels de ces engagements sont effectués par un cabinet spécialisé

2.2.7. Provision pour risques et charges

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'évènements passés, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Chacun des litiges connus dans lesquels la société est impliquée a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêt des comptes par la Direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

2.2.8. Chiffre d'affaires

Les ventes de marchandises et de produits finis sont enregistrées en produits au moment de la livraison des biens ou selon les conditions spécifiques prévues à chaque contrat.

Le chiffre d'affaires est également constitué de redevances intercompagnies et prestations de services facturées au fur et à mesure de leur exécution selon les modalités prévues aux contrats.

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1. Immobilisations

a) Immobilisations incorporelles

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à 1356 K€ et concernent :

- Frais de recherche et développement 0 K€
- Logiciels 99 K€
- Immobilisations en cours 1 256 K€

La dotation aux amortissements de l'exercice s'élève à 2 828 K€.

Une provision pour dépréciation a été constatée pour 696 K€.

La société a mis au rebut des immobilisations ayant une valeur brute de 2 624 K€, dégageant une moins value de 14 K€.

b) Immobilisations corporelles

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à 31 511 K€ et la dotation aux amortissements à 20 362 K€.

La société a cédé ou mis hors service des immobilisations ayant une valeur brute de 4 650 K€.

Suite à ces opérations la société a dégagé une plus-value de 646 K€.

Les immobilisations en cours en fin de période s'élèvent à 20 046 K€ et correspondent principalement à des investissements portant sur les projets suivants :

- Maintien des installations pour 5 481 K€.
- Augmentation de capacité de production pour 135 K€.
- Energie pour 207 K€
- Augmentation de productivité pour 185 K€
- Hygiène et sécurité pour 3 655 K€
- Recherche & développement pour 1 564 K€.
- Nouveaux produits pour 1 132K€
- Technologie de l'information pour 457 K€
- Qualité pour 323 K€
- Conditionnement / Emballage pour 24 K€
- Anti pollution pour 2 601 K€
- Logistique pour 352 K€
- Logement & Equipements sociaux pour 47 K€
- Four Etuves pour 3 671 K€
- Productivité pour 212 K€

SAINT-GOBAIN ISOVER
Etats financiers au 31 décembre 2021

c) Immobilisations financières

La variation brute des immobilisations financières au titre de l'exercice 2021 se traduit par une hausse de 116 K€ correspondant principalement à :

- Augmentation des titres de participation de 20 K€
- Augmentation prêt effort à la construction de 119 K€
- Diminution des creances rattachées à des participations de -23 K€

VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

| Rubriques (en milliers d'Euros) | 31/12/2020 | Augmentations | Diminutions | Fusion | Poste à poste | 31/12/2021 |
|---|------------------|---------------|-------------|--------|---------------|------------------|
| Participations évaluées par mise en équivalence | 0 | 0 | 0 | | | 0 |
| Autres participations | 1 180 972 | 20 | -23 | | 0 | 1 180 969 |
| Autres titres immobilisés | 1 812 | 0 | 0 | | 0 | 1 812 |
| Prêts | 2 953 | 237 | -118 | | | 3 074 |
| Autres immobilisations financières | 40 | 99 | -99 | | 0 | 38 |
| TOTAL | 1 185 777 | 356 | -239 | | | 1 185 893 |

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(en euros)

| Sociétés détenues | devise | Capital (en devise) | Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (en devise) | Quote-part de capital détenue (en %) | Valeur brute comptable des titres détenus (en euros) | Valeur nette comptable des titres détenus (en euros) | Prêts et avances consentis par la société non encore remboursés (en euros) | Montant des cautions et avals donnés par la société (en euros) | Chiffre d'affaires hors taxes (100%) du dernier exercice écoulé (en euros) | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (en euros) | Résultats (bénéfices ou pertes à 100%) du dernier exercice clos (en euros) |
|---|--------|---------------------|--|--------------------------------------|--|--|--|--|--|---|--|
| FILIALES | | | | | | | | | | | |
| EUROCOUSTIC | EUR | 4 000 000 | 12 128 625 | 100,00 | 18 761 640 | 18 761 640 | | | 86 545 355 | 424 000 | 2 672 481 |
| PLAFOMETAL | EUR | 200 960 | 2 395 438 | 100,00 | 17 926 963 | 6 145 963 | | | 25 428 836 | | 986 997 |
| SG PLACO | EUR | 198 221 900 | 19 911 095 | 100,00 | 1 040 004 000 | 1 040 004 000 | | | 46 977 241 | 77 754 950 | 69 573 254 |
| ECOPHON | EUR | 571 875 | 2 287 405 | 50,00 | 285 842 | 285 842 | | | 7 492 817 | 115 000 | 640 732 |
| FIBERGLASS | COP | 20 379 000 | 47 460 000 | 55,00 | 8 289 219 | 8 289 219 | | | 20 043 751 | 631 237 | 1 898 000 |
| SGCP UKRAINE | UAH | 74 843 000 | 0 | 100,00 | 22 009 914 | 7 684 914 | | | 13 192 000 | | 1 531 000 |
| ISONAT | EUR | 1 270 000 | 128 576 | 100,00 | 32 054 999 | 27 054 999 | | | 20 335 991 | | (597 146) |
| PARTICIPATIONS | | | | | | | | | | | |
| SG RECHERCHE | EUR | 21 121 875 | 96 762 017 | 21,58 | 5 443 131 | 5 443 131 | | | 60 845 580 | 689 715 | 10 879 025 |
| SAMIN | EUR | 1 550 062 | 1 652 248 | 19,60 | 850 413 | 850 413 | | | 25 056 949 | 142 981 | 1 030 300 |
| SG CONCEPTION VERIERE | EUR | 30 000 | 0 | 30,00 | 9 000 | 9 000 | | | 5 581 747 | 1 559 | 18 064 |
| AUTRES<10% du capital | | | | | | | | | | | |
| SG PPC SAS | EUR | 199 101 022 | 2 450 904 185 | 1,78 | 32 000 397 | 32 000 397 | | | 135 931 | 2 056 179 | 128 498 461 |
| VALOBAT | EUR | | | 3,85 | 20 000 | 20 000 | | | | | |
| AUTRES participations étrangères | | | | | | | | | | | |
| CSR GUANGDONG | | | | 15,00 | 3 313 552 | 0 | | | | | |
| EXELTIUM | | | | 1,00 | 1 812 200 | 1 812 200 | | | | | |
| TOTAL | | | | | 1 182 781 269 | 1 148 361 718 | | | | 81 815 621 | |

d) Variation des immobilisations et des amortissements

VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS

| Rubriques (en milliers d'euros) | Immobilisation au début de l'exercice | Augmentations au cours de l'exercice | Diminutions au cours de l'exercice | Fusion | Transfert | Immobilisation à la fin de l'exercice |
|---|---|--|--|----------|----------------|---|
| Frais d'établissement et de développement (I) | 24 138 | 0 | 0 | 0 | 0 | 24 138 |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles (II) | 24 983 | 1 356 | -2 624 | 0 | 0 | 23 715 |
| <i>Brevets</i> | 15 152 | 99 | -2 624 | | 1 492 | 14 119 |
| <i>Fonds comercial</i> | 8 038 | | | | | 8 038 |
| <i>Autres immob. incorporelles</i> | 1 793 | 1 256 | | | -1 492 | 1 558 |
| Terrains | 21 670 | 4 898 | -1 041 | 0 | 1 720 | 27 247 |
| Constructions | 87 549 | 1 459 | -21 | 0 | 975 | 89 962 |
| <i>Sur sol propre</i> | 64 418 | 0 | 0 | | 35 | 64 453 |
| <i>Sur sol d'autrui</i> | 0 | 0 | 0 | | | 0 |
| <i>Installations générales, agencements et aménagements des constructions</i> | 23 131 | 1 459 | -21 | | 940 | 25 508 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 294 857 | 8 984 | -3 571 | 0 | 9 859 | 310 129 |
| Autres immobilisations corporelles | 6 880 | 38 | -18 | 0 | 175 | 7 075 |
| <i>Installations générales, agencements, aménagements divers</i> | 1 921 | 13 | 0 | | 105 | 2 040 |
| <i>Matériel de transport</i> | 168 | 0 | 0 | | | 168 |
| <i>Matériel de bureau et mobilier informatique</i> | 4 321 | 24 | -18 | | 69 | 4 397 |
| <i>Emballages récupérables et divers</i> | 470 | 0 | 0 | | | 470 |
| Immobilisations corporelles en cours | 16 642 | 16 133 | 0 | 0 | -12 728 | 20 046 |
| Avances et acomptes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Immobilisations financières | 1 185 777 | 356 | -239 | 0 | 0 | 1 185 893 |
| <i>Participations par mise en équivalence</i> | 0 | 0 | 0 | | | 0 |
| <i>Autres participations</i> | 1 180 972 | 20 | -23 | | | 1 180 969 |
| <i>Autres titres immobilisés</i> | 1 812 | 0 | 0 | | | 1 812 |
| <i>Prêts et A. immob. financières</i> | 2 993 | 336 | -217 | | | 3 112 |
| Total | 1 662 497 | 33 223 | -7 513 | 0 | 0 | 1 688 206 |

Fonds commerciaux et autres immobilisations incorporelles :

Les fonds commerciaux inscrits au bilan au 31 décembre 2021 qui faisaient l'objet d'un amortissement continu d'être amortis sur leur durée résiduelle restante. Ceux qui avaient une durée d'utilisation non limitée ne sont pas amortis mais des tests de dépréciation sont mis en œuvre annuellement.

Le détail du fonds commercial se décompose comme suit

| (en euros) | Valeur nette | Specificités | Détails |
|------------------|-----------------|--|-------------|
| FONDS COMMERCIAL | 4 940 | <u>Origine :</u> | |
| | | Reçu en apport SGI en 1979 | 7 970 287 |
| | | Reçu en apport Orgel en 1998 | 67 382 |
| | | taux amortissement 4% à compter de 1984 | (8 032 729) |
| | | | 4 940 |

VARIATIONS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

| Rubriques (en milliers euros) | | Amortissement au début de l'exercice | Exploitation | | Exceptionnel | | Amortissement à la fin de l'exercice |
|--|-----|--------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|
| | | | Augmentations au cours de l'exercice | Diminutions au cours de l'exercice | Augmentations au cours de l'exercice | Diminutions au cours de l'exercice | |
| Amortissements des immobilisations incorporelles | I | 41 874 | 2 828 | -2 610 | | | 42 092 |
| Dépréciation des immobilisations incorporelles | II | 0 | 0 | 0 | | | 0 |
| TOTAL | | 41 874 | 2 828 | -2 610 | 0 | 0 | 42 092 |
| Amortissements des immobilisations corporelles | III | 259 118 | 20 362 | -2 946 | | | 276 534 |
| Dépréciation des immobilisations corporelles | IV | 0 | 0 | 0 | 696 | | 696 |
| TOTAL | | 259 118 | 20 362 | -2 946 | 696 | 0 | 277 230 |
| TOTAL GENERAL | | 300 992 | 23 190 | -5 556 | 696 | 0 | 319 322 |

3.2. Actif circulant

Les stocks sont répartis par nature dans le tableau suivant :

| Rubriques (en milliers euros) | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Stocks marchandises | 3 931 | 0 | 3 931 |
| Stocks produits finis | 26 895 | -1 724 | 25 171 |
| Stocks matières premières | 20 270 | -4 062 | 16 208 |
| En cours de production de biens | 0 | 0 | 0 |
| En cours de production de services | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 51 096 | -5 786 | 45 310 |

| Rubriques (en milliers euros) | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette |
|----------------------------------|----------------|---------------|----------------|
| Clients et comptes rattachés | 92 233 | -3 634 | 88 600 |
| Autres créances | 41 667 | 0 | 41 667 |
| TOTAL | 133 900 | -3 634 | 130 267 |

Les dépréciations d'actif circulant se décomposent ainsi :

| Rubriques (en milliers euros) | Dépréciation au début de l'exercice | Augmentations au cours de l'exercice | Diminutions au cours de l'exercice | Dépréciation à la fin de l'exercice |
|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|
| Stocks | 5 254 | 5 786 | -5 254 | 5 786 |
| Créances | 2 591 | 3 556 | -2 513 | 3 634 |
| Autres provisions pour dépréciation | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 7 844 | 9 342 | -7 766 | 9 420 |

3.3. Capitaux propres

a) Capital Social

Le capital social, d'un montant de 45 750 000 euros, se compose de 3 000 000 actions d'une valeur nominale de 15.25 € chacune.

Ces actions sont détenues à hauteur de 99.99 % par SPAFI

b) Variation des capitaux propres

| Intitulé (en euros) | 31/12/2020 | Impact change- ment de méthode | Report à nouveau | Dividende | Résultat | Autres | 31/12/2021 |
|-------------------------------|--------------------|---|---------------------|--------------------|--------------------|-----------------|--------------------|
| Capital Social | 45 750 000 | | | | | | 45 750 000 |
| Prime d'émission | 0 | | | | | | 0 |
| Ecart de réévaluation | 0 | | | | | | 0 |
| Reserve légale | 4 575 000 | | | | | | 4 575 000 |
| Réserves ordinaires | 0 | | | | | | 0 |
| Report à nouveau | 26 840 412 | 1 481 000 | 9 197 362 | | | | 37 518 774 |
| Résultat de l'exercice | 67 697 362 | | -9 197 362 | -58 500 000 | 137 502 153 | | 137 502 153 |
| Total Capitaux Propres | 144 862 774 | 1 481 000 | 0 | -58 500 000 | 137 502 153 | 0 | 225 345 926 |
| Acompte sur dividendes | | | | | | | |
| Provisions règlementées | 52 860 540 | | | | | -332 426 | 52 528 114 |
| Subvention d'investissement | 1 264 893 | | | | | 228 800 | 1 493 693 |
| Total Capitaux Propres | 198 988 207 | 1 481 000 | 0 | -58 500 000 | 137 502 153 | -103 626 | 279 367 734 |

c) Provisions réglementées

| Intitulé (en milliers d'euros) | 31/12/2020 | Impact changement de méthode | Augmentation | Diminution | 31/12/2021 |
|-----------------------------------|---------------|------------------------------------|--------------|---------------|---------------|
| Provision pour investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Provision pour hausse des prix | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Amortissements dérogatoires | 52 861 | 0 | 4 764 | -5 096 | 52 528 |
| Autres provisions règlementées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 52 861 | 0 | 4 764 | -5 096 | 52 528 |

3.4. Provisions pour risques et charges et dépréciations d'actif et provisions réglementées

**Variation des provisions pour risques et charges et
des provisions pour dépréciations sur actif immobilisé et circulant
(en milliers d'Euros)**

| Rubriques (en milliers d'euros) | Situation et mouvements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Provisions au début de l'exercice | Augmentations dotations de l'exercice | Diminutions | | Provisions à la fin de l'exercice |
| | | | Montants utilisés au cours de l'exercice | Montants non utilisés au cours de l'exercice | |
| Provisions pour pensions | 18 330 | 1 028 | -3 042 | -1 451 | 14 865 |
| Provision retraite | 4 666 | 52 | -1 111 | -820 | 2 787 |
| Provision Indemnités de fin de carrière | 11 831 | 878 | -1 819 | -626 | 10 264 |
| Provision autres avantages LT personnel | 1 833 | 98 | -112 | -5 | 1 814 |
| Provision litiges | 878 | 1 818 | -150 | | 2 546 |
| Provision litige divers | 878 | 1 818 | -150 | 0 | 2 546 |
| Provisions pour garanties | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Provisions pour amendes et pénalités | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Provision risques perte de change | 172 | 141 | 0 | -172 | 141 |
| Provisions pour renouvellement des immobilisations | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Provisions pour gros entretien | 2 839 | 362 | -354 | | 2 846 |
| Provisions pour charges soc et fisc sur congés à prendre | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Provision impôts | 122 | 0 | -5 | | 117 |
| Autres provisions pour risques et charges | 2 096 | 1 788 | -615 | 0 | 3 269 |
| Provision PLAN AP | 1 515 | 431 | -316 | 0 | 1 631 |
| Provision risques personnel LT | 581 | 836 | -114 | 0 | 1 303 |
| Provision risques divers LT | 0 | 521 | -185 | 0 | 336 |
| TOTAL 1 | 24 436 | 5 137 | -4 166 | -1 623 | 23 785 |
| Provision pour dépréciations : | | | | | |
| Sur actif circulant | 7 844 | 9 342 | -5 260 | -2 506 | 9 420 |
| Sur autres actifs immobilisés | 34 457 | 696 | 0 | | 35 153 |
| TOTAL 2 | 42 301 | 10 038 | -5 260 | -2 506 | 44 573 |
| TOTAL GENERAL | 66 737 | 15 176 | -9 426 | -4 129 | 68 358 |

SAINT-GOBAIN ISOVER
Etats financiers au 31 décembre 2021

3.5. Etats des échéances des créances et des dettes

| Cadre A | Etat des créances | Montant brut | A un an au plus | A plus d'un an | A plus de cinq ans |
|---------|---|------------------|--|----------------|--------------------|
| | Créances rattachées à des participations | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Prêts | 3 074 | 0 | 0 | 3 074 |
| | Autres immos financières | 38 | 38 | 0 | 0 |
| | TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE | 3 112 | 38 | 0 | 3 074 |
| | Créances clients (1)(2) | 92 233 | 92 233 | 0 | 0 |
| | Clients douteux ou litigieux | 92 | 92 | 0 | 0 |
| | Autres créances clients | 92 141 | 92 141 | 0 | 0 |
| | Créances diverses (2) | 41 667 | 41 667 | 0 | 0 |
| | Créances représentatives de titres prêtés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Personnel et comptes rattachés | 87 | 87 | 0 | 0 |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 179 | 179 | 0 | 0 |
| | Etat et autres collectivités | 16 728 | 16 728 | 0 | 0 |
| | Impôts sur les bénéfices | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Taxe sur la valeur ajoutée | 16 728 | 16 728 | 0 | 0 |
| | Autres impôts | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Etat - divers | 69 | 69 | 0 | 0 |
| | Groupes et associés(4) | 24 344 | 24 344 | 0 | 0 |
| | Débiteurs divers | 260 | 260 | 0 | 0 |
| | TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT | 133 900 | 133 900 | 0 | 0 |
| | Charges constatées d'avance | 252 | 252 | 0 | 0 |
| | TOTAL DES CREANCES | 137 265 | 134 191 | 0 | 3 074 |
| | Prêts accordés en cours d'exercice | 0 | | | |
| | Remboursements obtenus en cours d'exercice | 0 | | | |
| | Prêts et avances consentis aux associés | 0 | | | |
| | | | | | |
| Cadre B | Etat des dettes | Montant brut | A un an au plus | A plus d'un an | A plus de cinq ans |
| | Emprunts obligataires convertibles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres emprunts obligataires | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine | 2 171 | 2 171 | 0 | 0 |
| | Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Emprunts et dettes financières divers(5) | 1 019 338 | 80 300 | 484 805 | 454 233 |
| | Dettes d'exploitation et diverses (3) | 188 283 | 188 283 | 0 | 0 |
| | Fournisseurs et comptes rattachés | 86 539 | 86 539 | 0 | 0 |
| | Personnel et comptes rattachés | 20 238 | 20 238 | 0 | 0 |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 12 483 | 12 483 | 0 | 0 |
| | Etat et autres collectivités publiques | 2 200 | 2 200 | 0 | 0 |
| | Impôts sur les bénéfices | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Taxe sur la valeur ajoutée | 2 200 | 2 200 | 0 | 0 |
| | Obligations cautionnées publiques | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres impôts | 1 857 | 1 857 | 0 | 0 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 14 545 | 14 545 | 0 | 0 |
| | Groupes et associés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres dettes | 50 400 | 50 400 | 0 | 0 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 22 | 22 | 0 | 0 |
| | Dettes représentatives de titres empruntés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Produits constatés d'avance | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL DES DETTES | 1 209 793 | 270 755 | 484 805 | 454 233 |
| | Emprunts souscrits en cours d'exercice | 45 000 | Emprunts auprès des associés personnes physiques | | 0 |
| | Emprunts remboursés en cours d'exercice | 140 000 | | | |

1) dont 8 840 K€ d'effets à recevoir

2) dont 2 171 K€ produits à recevoir

3) dont 129 547 K€ de charges à payer

4) dont 19 184 K€ de comptes courants avec SG GLASS

5) dont 9 338 K€ concernant les emprunts et intérêts courus auprès de la Compagnie Saint Gobain

3.6. Comptes rattachés

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 252 K€ et sont principalement constituées de :

| | |
|-----------------------------|--------|
| Assurances | 201 K€ |
| Sous traitance informatique | 51 K€ |

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 0 K€

Les produits à recevoir, qui s'élèvent au total à 2 171 K€, sont constituées principalement par :

| | |
|-----------------------|----------|
| Redevances à recevoir | 600 K€ |
| Avoirs à recevoir | 55 K€ |
| Factures à établir | 1 402 K€ |
| Autres | 114 K€ |

Les charges à payer, qui s'élèvent au total à 138 884 K€, sont constituées principalement de :

| | |
|---------------------------------------|-----------|
| Factures non parvenues | 53 774 K€ |
| Emprunts et dettes financières divers | 9 338 K€ |
| Dettes fiscales et sociales | 28 274 K€ |
| Rabais remises ristournes | 47 498 K€ |

3.7. Transactions avec des entreprises liées

Aucune transaction n'a été conclue avec des parties liées qui soit significative et à des conditions anormales de marché.

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1. Ventilation du chiffre d'affaires

Par secteur géographique

| Rubriques (en milliers d'euros) | Chiffre d'affaires France | Chiffre d'affaires Export | Total 31/12/2021 | Total 31/12/2020 | Variation % |
|------------------------------------|------------------------------|------------------------------|---------------------|---------------------|---------------|
| France | 534 036 | | 534 036 | 465 127 | 14,82% |
| Etranger | | 13 159 | 13 159 | 12 734 | 3,33% |
| TOTAL | 534 036 | 13 159 | 547 195 | 477 861 | 14,51% |

Le CA total net de 547 195 K€ se décompose comme suit:

Le CA réalisé en France pour 534 036 K€ représente 97,60% du CA Net total contre 97,34% en 2020.

Le CA export pour 13 159 K€ représente 2 % du CA net total contre 3% en 2020.

Par activité

| Rubriques (en milliers d'euros) | Chiffre d'affaires France | Chiffre d'affaires Export | Total 31/12/2021 | Total 31/12/2020 | Variation % |
|------------------------------------|------------------------------|------------------------------|---------------------|---------------------|---------------|
| Ventes de marchandises | 154 234 | 334 | 154 568 | 151 346 | 2,13% |
| Production vendue biens | 350 208 | 7 243 | 357 451 | 296 779 | 20,44% |
| Production vendue services | 29 594 | 5 582 | 35 176 | 29 737 | 18,29% |
| TOTAL | 534 036 | 13 159 | 547 195 | 477 861 | 14,51% |

Le chiffre d'affaires de la société SAINT-GOBAIN ISOVER est principalement constitué de:

- ventes de produits finis et marchandises pour 94% soit 512 019 K€
- des produits accessoires (redevances à des sociétés non consolidées ou prestations de services du centre de recherche) pour 6% soit 35 176 K€

4.2 Dépenses de recherche et coûts de développement comptabilisés en charges

Au cours de l'exercice, le montant global des dépenses de recherche et des coûts de développement s'est élevé à 16 312 K€

4.3. Résultat financier

Ce résultat correspond aux éléments suivants :

| Nature des charges et produits financiers (en milliers d'euros) | Montant |
|--|---------------|
| Dividendes | 81 816 |
| Quote-part de résultat GIE/SCI/SNC | 1 |
| Dotations/Reprises financières aux amortissements et provisions | 0 |
| Intérêts financiers nets | -16 404 |
| Résultat de change (provision perte de change) | 31 |
| Escomptes | -1 066 |
| Intérêts sur créances factorées | 0 |
| RESULTAT FINANCIER | 64 378 |

4.4 Résultat exceptionnel

Ce résultat correspond aux éléments suivants :

| Nature des charges et produits exceptionnels (en milliers d'euros) | Montant |
|---|-------------|
| Dotations/reprises sur amortissements dérogatoires | 332 |
| Dotations/reprises sur dépréciations d'immobilisations | -696 |
| Dotation :Reprise provisions pour restructurations | 0 |
| Dotation et reprise pour Provisions UP | -368 |
| Dotations/reprises diverses | 0 |
| VNC des immobilisations corporelles | -1 718 |
| Prix ventes immobilisations corporelles | 2 368 |
| Divers charges/produits exceptionnels | -403 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -485 |

4.5. Ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel

| Impôts (en milliers d'euros) | Résultat avant impôt | Impôt | Résultat après impôt |
|-------------------------------------|----------------------|---------------|----------------------|
| Résultat courant à taux normal * | 107 022 | -3 274 | 103 749 |
| Résultat courant à taux réduit ** | 33 323 | -2 580 | 30 742 |
| Résultat exceptionnel | -485 | 0 | -485 |
| Résultat exceptionnel à court terme | | | 0 |
| Résultat exceptionnel à long terme | | | 0 |
| Participations des salariés | -363 | -106 | -469 |
| Contribution sociale | | | 0 |
| Créance impôt recherche | | 4 585 | 4 585 |
| Créance impôt Mécénat | | 83 | 83 |
| Retenue à la source | | -765 | -765 |
| Regul IS N-1 | | 63 | 63 |
| TOTAL | 139 497 | -1 995 | 137 502 |

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

* Taux 27.5 %

** Taux réduit à 10 %

4.6 Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

Les éléments entraînant un décalage d'imposition conduisent à un accroissement de la dette future d'impôt de 8060 K€, calculé au taux de 25,82%.

SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

La situation fiscale latente s'analyse comme suit :

| Rubriques | (en milliers d'euros) | Montant |
|---|-----------------------|---------------|
| IMPOT DU SUR : | | |
| Provisions réglementaires : | | |
| Ecart de conversion Actif | | |
| Ecart de conversion Passif | | |
| Provisions pour investissements | | |
| Amortissements dérogatoires | | 13 563 |
| Subventions d'investissement | | |
| IFRS16 | | -9 |
| Produits non imposable temporairement : | | |
| Plafonnement TP | | |
| TOTAL ACCROISSEMENTS | | 13 554 |
| IMPOT PAYE D'AVANCE SUR : | | |
| Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) : | | |
| Provisions pour congés payés | | -823 |
| Provisions pour risques et charges | | -3 370 |
| Provisions pour clients et stocks | | -1 095 |
| Provisions pour participation | | -124 |
| Contribution de solidarité | | |
| Provisions pour dépréciation des immobilisations | | |
| A déduire ultérieurement : | | |
| Provisions pour propre assureur | | |
| Autres | | -82 |
| TOTAL ALLEGEMENTS | | -5 494 |
| SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE | | 8 060 |

| | | |
|---------------------------------|--|---------|
| IMPOT DU SUR : | | |
| Plus-values différées | | |
| CREDIT A IMPUTER SUR : | | |
| Déficits reportables | | 110 065 |
| Moins-value à long terme | | |
| Amortissements réputés différés | | |

4.7 Transfert de charges

Les transferts de charges qui s'élèvent à 2 596 K€ sont constitués par :

| | |
|---|----------|
| -Remboursement assurance lié à l'activité | 2 K€ |
| -Transfert de charges de personnel | 1 444 K€ |
| -Transfert de charges diverses | 1 588 K€ |
| -Transfert de charges exceptionnelles | -437 K€ |

5 AUTRES INFORMATIONS

5.1. Engagements financiers

a) Retraite

Néant

b) Crédit-bail

Néant

c) Autres engagements financiers

Les cautions et garanties diverses données s'élèvent à 2 605 K€.

Les engagements d'achat vis à vis d'Exeltium s'élèvent à 5129 K€. En contre partie, SG ISOVER a reçu un engagement de garantie de la Compagnie Saint Gobain pour ce même montant.

Les engagements vis à vis des GIE de la compagnie s'élèvent à 0 K€

Les engagements reçus en garantie de paiement des clients s'élèvent à 0 K€.

Le Plan UP se décompose en :

- Les engagements donnés à la Compagnie de Saint-Gobain au titre de la couverture des unités de performance au 31/12/2021 se situent à -509 K€
- Les engagements 2021 donnés aux salariés bénéficiaires d'unités de performance sont nuls dans la mesure où les montants provisionnés sont supérieurs aux engagements salariés (cours réel < cours couvert).

Les achats de devises à terme s'élèvent à 918 K€

Les ventes de devises à terme s'élèvent à 4 998 K€

Le montant des commandes non réceptionnées concernant les immobilisations s'élève à 1 074 K€.

5.2. Effectif moyen

EFFECTIF MOYEN

| Effectifs | Personnel salarié | Personnel à disposition | Total |
|---------------------------------|-------------------|-------------------------|-------------|
| Cadres | 306 | | 306 |
| Agents de maîtrise, techniciens | 249 | | 249 |
| Employés | 86 | 45 | 131 |
| Ouvriers | 322 | | 322 |
| TOTAL | 963 | 45 | 1008 |

5.3. Rémunération des organes d'Administration

La rémunération des dirigeants n'est pas communiquée car cette information conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

5.4. Consolidation

Les comptes individuels de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de la Compagnie de Saint-Gobain dont le siège social est situé à Courbevoie « Tour SAINT GOBAIN », 12 Place de l'Iris, 92096 La Défense Cedex.

Conformément à l'article L.233-17 du Code de Commerce et à l'article 248-13 du décret du 23 mars 1967, la société est exemptée, en tant que mère de sous-groupe, de produire des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du Groupe.

5.5. Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 1993, la société est comprise dans un périmètre d'intégration fiscale conformément à l'accord qu'elle a donné à l'option exercée par la Société Mère en application de l'article 223 A du Code Général des Impôts.

La convention d'intégration prévoit la neutralité fiscale pour les filiales intégrées. Dans leurs relations avec la Compagnie de Saint-Gobain, société mère intégrante, les filiales acquittent leur impôt comme si elles étaient imposées séparément.

En cas de sortie du Groupe, les filiales déficitaires n'ont droit à aucune indemnisation au titre des déficits transmis à l'intégrante pendant la période d'intégration.

5.6. Autres opérations présentant des risques et des avantages pour la société non traduits au bilan

Enquête de l'Autorité de la concurrence française dans le secteur des produits d'isolation thermique des bâtiments

Le 28 juillet 2014, la société Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain (en tant que société-mère du Groupe Saint-Gobain) ont reçu une notification de griefs de la part de l'Autorité de la concurrence française. Une audience s'est tenue le 11 mai 2016 au terme de laquelle, compte tenu des arguments développés par Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain, l'Autorité a renvoyé le dossier à l'instruction. En octobre 2018, une seconde notification des griefs a été adressée à la société Saint-Gobain Isover et à la Compagnie de Saint-Gobain. L'Autorité y retient à l'encontre de ces deux sociétés un grief de concertation entre 2001 et 2013 sur le marché de fabrication des produits d'isolation thermique.

Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain ont contesté ce grief dans leur réponse à la deuxième notification de grief déposée en janvier 2019.

Un nouveau rapport a été adressé par l'Autorité fin 2019, qui a donné lieu à la remise d'observations en réponse de la part de Saint-Gobain Isover et de la Compagnie de Saint-Gobain le 11 février 2020.

L'audience devant l'Autorité s'est tenue le 6 octobre 2020. Par décision en date du 14 janvier 2021, l'Autorité de la concurrence française a considéré que la concertation alléguée n'était pas établie et a prononcé un non-lieu sur l'ensemble des griefs notifiés. Le 26 février 2021, Actis a fait appel de cette décision. Depuis, Saint-Gobain a déposé ses conclusions le 31 mai 2021. Le Groupe est en attente de la décision de l'Autorité de la Concurrence et l'affaire devrait être plaidée au cours du premier semestre 2022.

Sur le plan civil, en mars 2013, la société Actis a assigné Saint-Gobain Isover, le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment et le FILMM devant le tribunal de grande instance de Paris pour les conséquences dommageables des faits faisant l'objet de l'enquête de l'Autorité de la concurrence. Par ordonnance en date du 16 décembre 2014, le juge de la mise en état a prononcé un sursis à statuer dans l'attente de la décision de l'Autorité de la concurrence, procédure qui reste suspendue à la date du présent Document.

5.7. Autres éléments significatifs

Néant

5.8. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

La société SG ISOVER détient 100% des titres de la société SGCP UKRAINE pour une valeur brute de 22 009 914 € et une valeur nette de 7 684 914 €

Le conflit armé entre la Fédération de Russie et l'Ukraine a démarré le 24 février 2022. Dans ce contexte changeant et très complexe, toutes les transactions depuis et vers l'Ukraine, la Fédération de Russie et la Biélorussie ont été suspendues par le Groupe Saint-Gobain. Cette situation entraîne des incertitudes sur le contrôle des opérations dans ces pays, la gestion de la trésorerie et plus généralement la valorisation dans notre société des titres de participations des filiales concernées.

SAINT-GOBAIN ISOVER
Société Anonyme au capital de 45 750 000 €

Siège Social : Tour Saint-Gobain – 12 Place de l'Iris
92400 COURBEVOIE

312.379.076 R.C.S NANTERRE

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 16 MAI 2022

L'an deux mil vingt-deux, le 16 mai à 10 h 30, les actionnaires de SAINT-GOBAIN ISOVER, Société Anonyme au capital de 45 750 000 € divisé en 3 000 000 actions de 15,25 € chacune, se sont réunis en ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE - ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE au Siège social à COURBEVOIE (92400) "Tour Saint-Gobain" 12 Place de l'Iris, sur convocation qui leur a été faite par le Conseil d'Administration au moyen de lettres individuelles en date du 30 avril 2022.

Il a été dressé une feuille de présence laquelle a été signée par tous les actionnaires présents et les mandataires de certains d'entre eux empêchés d'assister à la réunion.

L'Assemblée procède à la composition de son Bureau :

- M. Thierry FOURNIER préside la séance en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.
- M. N SREEDHAR, Président de SPAFI S.A.S. est appelé comme Scrutateur et accepte cette fonction.
- Mme Thérèse OLIVIER-CIESCO est désignée comme Secrétaire.

Le Cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT, Commissaire aux Comptes régulièrement convoqué, s'est excusé de ne pouvoir assister à la réunion.

Le Bureau ainsi constitué, le Président déclare la séance ouverte. Il constate, d'après la feuille de présence arrêtée et certifiée exacte par les membres du Bureau :

- qu'aucun actionnaire n'a voté par correspondance ;
- que les actionnaires présents ou représentés possèdent les 2 999 996 actions sur les 3 000 000 actions composant le capital social et ayant droit de vote ;
- que le quorum du tiers requis par la loi étant atteint pour le vote des résolutions à caractère extraordinaire, l'Assemblée peut valablement délibérer pour sa partie extraordinaire et à fortiori pour sa partie ordinaire.

Le Président rappelle que l'adoption des résolutions à caractère extraordinaire nécessite la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Le Président met à la disposition de l'Assemblée les documents suivants :

- un exemplaire des statuts de la Société ;
- un double des lettres de convocation adressées aux actionnaires qui sont tous nominatifs ;
- un double de lettre de convocation adressée au Commissaire aux comptes ;
- la feuille de présence ;

- le compte de résultat, le bilan, l'annexe de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- le tableau des résultats financiers des cinq derniers exercices ;
- le rapport de gestion du Conseil d'Administration ;
- les rapports du commissaire aux comptes ;
- le rapport du Conseil d'Administration ;
- le texte des projets de résolutions proposées à l'Assemblée.

Le Président rappelle ensuite que la présente Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Partie Ordinaire

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- Rapport général du Commissaire aux comptes sur les comptes dudit exercice ;
- Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L225-38 du Code de Commerce ;
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ; affectation du résultat ;
- Renouvellement des mandats de deux administratrices
- Ratification des mandats de 3 administrateurs
- Démission des commissaires aux comptes en fonction
- Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes

Partie Extraordinaire

- Lecture du rapport du Conseil sur la proposition de mise à jour des statuts
- Modification des articles suivants.
 - Transfert du siège (article 4)
 - Convocations et délibération du Conseil (article 14)
 - Jetons de présence (Article 18)
 - Assemblées générales (article 20)

Partie Mixte

- Pouvoirs en vue des formalités.

Le Président déclare que les documents et renseignements visés aux articles 133 et 135 du Décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales, ont été adressés aux actionnaires ou tenus à leur disposition au siège social à compter de la convocation de l'Assemblée.

Le Président donne ensuite lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration pendant l'exercice 2020.

Puis il est donné lecture du rapport du Commissaire aux comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et du rapport spécial sur les opérations visées par l'article 225-40 du Code de commerce sur les sociétés commerciales.

Cette lecture terminée, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

I. PARTIE ORDINAIRE :

PREMIERE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels approuve les opérations de l'exercice 2021, le compte de résultat, le bilan et l'annexe de l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils lui sont présentés, lesquels se soldent par un bénéfice de 137 502 152,72 €.

L'Assemblée générale donne en conséquence aux Administrateurs quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RÉSOLUTION

L'assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires approuve le montant des dépenses et charges non déductibles de l'impôt sur les sociétés, visées à l'article 39-4 du code général des impôts, qui s'élèvent à un montant de 237 447 € ainsi que l'impôt correspondant.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31/12/2021 de la manière suivante :

- Bénéfice de l'exercice :137 502 152,72 €

- Dotation à la réserve légale :

Le montant de la réserve légale étant égal à 10% du capital social, soit4 575 000 €
au 31/12/ 2021

- A titre de dividendes aux actionnaires :123 570 000,00 €

Soit 41,19 € pour chacune des 3 000 000 actions composant le capital social.

Ce dividende sera mis en paiement le 25 mai 2022.

| | |
|---|-----------------|
| - Affectation au compte report à nouveau : | 13 932 152,72 € |
| . Report à nouveau antérieur (bénéficiaire) : | 37 518 773,62 € |
| . Report à nouveau après affectation (bénéficiaire) : | 51 450 926,34 € |

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes au titre des trois exercices précédents ont été les suivantes :

- Exercice 2018 : 16,39€ par action soit un dividende total de 49 170 000 € pour 3 000 000 actions.
- Exercice 2019 : 19,87€ par action soit un dividende total de 59 610 000 € pour 3 000 000 actions.
- Exercice 2020 : 19,50€ par action soit un dividende total de 58 500 000 € pour 3 000 000 actions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires constate qu'aux termes du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, celui-ci n'a été avisé d'aucune convention nouvelle autorisée par le Conseil au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et entrant dans le champ d'application des dispositions des articles L.225-38 et L.225-39 du Code de Commerce.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires ratifie la décision du Conseil d'Administration du 30 avril 2021 par laquelle a été coopté en qualité d'administrateur M. Christian BOUIGEON en remplacement de M. Hervé DE MAISTRE, administrateur démissionnaire pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2023.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires ratifie la décision du Conseil d'Administration du 28 juin 2021 par laquelle a été coopté en qualité d'administrateur M. Thierry FOURNIER en remplacement de M. Guillaume TEXIER, administrateur démissionnaire pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2025.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires ratifie la décision du Conseil d'Administration du 25 Octobre 2021 par laquelle a été cooptée en qualité d'administratrice Mme Noémie CHOCAT en remplacement de Mme Maud THUAUDET, administratrice démissionnaire pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2024.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constatant que le mandat de Mme Maryline MICHAUD arrive à échéance à l'issue de cette assemblée générale, décide de la renouveler dans ses fonctions pour une nouvelle période de six ans soit jusqu'à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2027.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constatant que le mandat de Mme Bernadette CHARLEUX arrive à échéance à l'issue de cette assemblée générale, décide de la renouveler dans ses fonctions pour une nouvelle période de six ans soit jusqu'à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2027.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, prend acte de la démission du Cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT, de ses fonctions de Commissaire aux Comptes conformément aux règles de procédure du groupe Saint-Gobain à l'issue de la présente assemblée générale,

et décide de nommer en conséquence Le cabinet KPMG Audit inscrit sous le numéro 775 726 417 au RCS de Nanterre, et dont le siège social est situé Tour Eqho 2 avenue Gambetta 92066 Paris La Défense Cedex pour la durée restant à courir du mandat de PWC soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale devant statuer sur les comptes de l'exercice 2025.

Le Cabinet KPMG Audit a fait connaître par avance à la Société qu'il acceptait ce mandat.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

II - L'ASSEMBLEE STATUANT SUR LA PARTIE EXTRAORDINAIRE

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, sur proposition du conseil et afin de se conformer aux nouvelles dispositions légales en vigueur, décide d'apporter les modifications suivantes portant sur :

- Transfert du siège (article 4)
 - Convocations et délibération du Conseil (article 14)
 - Jetons de présence (Article 18)
 - Assemblées d'actionnaires (article 20)
- **Ainsi l'article 4 sera rédigé comme suit :**

Article 4 - SIÈGE SOCIAL

Le deuxième paragraphe est supprimé et remplacé par deux nouveaux

Ancien paragraphe :

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe par décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Nouveaux paragraphes :

« Le transfert du siège social sur le territoire français pourra être décidé par le conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire.

Sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire, le conseil d'administration pourra apporter les modifications nécessaires aux statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine assemblée générale extraordinaire. »

Le reste de l'article demeure inchangé

- **L'Article 14 est entièrement modifié et sera rédigé comme suit :**

Article 14 - CONVOCATION ET DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

« Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation du Président, et examine toutes questions inscrites à l'ordre du jour par le Président lors de la convocation ou au moment de la réunion.

Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des Membres du Conseil d'administration peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé. Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. Le Président est lié par les demandes qui lui sont ainsi adressées.

Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

Les réunions du conseil d'administration pourront se tenir par des moyens de visioconférence selon les modalités définies par le règlement intérieur établi par le conseil d'administration et figurant en annexe des présents statuts.

Le Conseil se réunit au Siège Social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le Conseil d'Administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses Membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

Tout Administrateur peut se faire représenter par un de ses Collègues ; le pouvoir, valable pour une seule séance, peut être donné au moyen d'une simple lettre ou d'un télégramme ; le mandataire ne peut disposer de plus de deux voix y compris la sienne.

Les administrateurs ont la faculté de participer et de voter aux réunions du conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication conformément à la réglementation en vigueur et selon les modalités prévues par le Règlement Intérieur du Conseil.

Le Conseil d'administration pourra adopter les décisions suivantes, relevant de ses attributions propres par voie de consultation écrite :

- Nomination provisoire de membres du conseil*
- Autorisation des cautions, avals et garanties donnés par la société ;*
- Décision prise sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire de modifier les statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires*
- Convocation de l'assemblée générale*
- Transfert du siège social dans le même département*

Pour la consultation écrite, les administrateurs sont appelés, par le Président du Conseil d'administration, à se prononcer sur la décision à prendre au moins 8 jours à l'avance par des moyens écrits : consultation électronique ou par courrier. A défaut d'avoir répondu à la consultation dans ce délai, ils seront réputés absents et ne pas avoir participé à la décision.

Les membres du Comité social et économique doivent être consultés selon les mêmes modalités que les administrateurs.

Les Administrateurs ainsi que toute personne appelée à assister au Conseil d'Administration sont tenus à la discrétion à l'égard des informations données au cours des débats.

Des procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi. »

- L'article 18 JETONS DE PRESENCE est remplacé par :

Article 18 - REMUNERATION

« Les administrateurs peuvent recevoir une rémunération dont le montant global maximum est déterminé par l'Assemblée Générale et demeure maintenu jusqu'à décision contraire. Le Conseil répartit librement entre ses membres le montant de cette rémunération. »

- Et l'Article 20 Assemblées d'actionnaires est complété par un alinéa :

Article 20 - ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES

« Les Assemblées peuvent se tenir par tout moyen de visioconférence conformément aux dispositions légales et réglementaires si le Conseil d'Administration le décide lors de la convocation de l'Assemblée ».

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

III - L'ASSEMBLEE STATUANT SUR LA PARTIE COMMUNE

DOUZIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour remplir toutes formalités qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du Bureau.

LE PRÉSIDENT

Thierry FOURNIER

**LE SCRUTATEUR
SHREEDAR N**

Thierry Fournier
Thierry Fournier (3 juin 2022 17:43 GMT+2)

**LE SECRÉTAIRE
Thérèse OLIVIER-CIESCO**



SAINT-GOBAIN ISOVER

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'assemblée générale
SAINT-GOBAIN ISOVER
TOUR SAINT-GOBAIN
12 PLACE DE L'IRIS
92400 COURBEVOIE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAINT-GOBAIN ISOVER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à l'évaluation et à la comptabilisation des engagements de retraite et avantage similaires décrit dans la note 1 de l'annexe aux comptes annuels qui expose l'incidence de la mise à jour par l'ANC (Autorité des Normes Comptables) du 17 novembre 2021 de sa Recommandation n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, suite à la décision de l'IFRIC en mai 2021.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Valeur d'inventaire des immobilisations financières et participations

La société évalue annuellement la valeur d'inventaire de ses immobilisations financières et participations selon la méthode décrite dans la note 2.2.1 « Immobilisations et amortissements » de l'annexe relative aux principes comptables et méthodes d'évaluation. Nous avons revu l'approche utilisée par la société et, sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations retenues par la société au 31 décembre 2021.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2022

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Edouard Sattler

SAINT-GOBAIN ISOVER
Société anonyme
Au capital de 45 750 000 €
Siège social
12 PLACE DE L'IRIS TOUR SAINT-GOBAIN 92400 COURBEVOIE
RCS 31237907600168

COMPTES ANNUELS
ET ANNEXE

SAINT-GOBAIN ISOVER
Etats financiers au 31 décembre 2021

Bilan actif

| BILAN-ACTIF | Exercice 2021 | | | Exercice 2020 |
|--|----------------------|--------------------|----------------------|----------------------|
| | Brut | Amort. et Depr. | Net | Net |
| Capital souscrit non appelé (I) | 0 | | 0 | 0 |
| Frais d'établissement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de développement | 24 138 331 | 22 569 904 | 1 568 427 | 2 652 877 |
| Concessions, brevets et droits similaires | 14 119 297 | 11 489 184 | 2 630 114 | 2 793 913 |
| Fonds commercial | 8 037 669 | 8 032 729 | 4 940 | 7 635 |
| Autres immobilisations incorporelles | 1 558 071 | 0 | 1 558 071 | 1 793 143 |
| Avances sur immobilisations incorporelles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL immobilisations incorporelles | 47 853 369 | 42 091 817 | 5 761 552 | 7 247 568 |
| Terrains | 27 247 257 | 6 851 391 | 20 395 866 | 15 406 847 |
| Constructions | 89 961 625 | 48 900 341 | 41 061 283 | 41 229 280 |
| Installations techniques, matériel | 310 129 186 | 215 166 344 | 94 962 842 | 93 650 237 |
| Autres immobilisations corporelles | 7 075 339 | 6 312 130 | 763 209 | 1 552 213 |
| Immobilisations en cours | 20 046 170 | 0 | 20 046 170 | 16 641 717 |
| Avances et acomptes | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL immobilisations corporelles | 454 459 576 | 277 230 206 | 177 229 370 | 168 480 295 |
| Participations selon la méthode de meq | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres participations | 1 180 969 069 | 34 419 552 | 1 146 549 518 | 1 146 529 518 |
| Créances rattachées à des participations | 0 | 0 | 0 | 22 867 |
| Autres titres immobilisés | 1 812 200 | 0 | 1 812 200 | 1 812 200 |
| Prêts | 3 073 678 | 0 | 3 073 678 | 2 953 209 |
| Autres immobilisations financières | 38 427 | 37 527 | 900 | 2 313 |
| TOTAL immobilisations financières | 1 185 893 374 | 34 457 078 | 1 151 436 296 | 1 151 320 107 |
| Total Actif Immobilisé (II) | 1 688 206 319 | 353 779 101 | 1 334 427 218 | 1 327 047 970 |
| Matières premières, approvisionnements | 20 270 260 | 4 062 035 | 16 208 225 | 17 024 903 |
| En cours de production de biens | 0 | 0 | 0 | 0 |
| En cours de production de services | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits intermédiaires et finis | 26 895 147 | 1 724 278 | 25 170 869 | 24 496 415 |
| Marchandises | 3 930 905 | 0 | 3 930 905 | 3 065 464 |
| TOTAL Stock | 51 096 311 | 5 786 313 | 45 309 999 | 44 586 782 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 424 333 | 0 | 424 333 | 457 818 |
| Clients et comptes rattachés | 92 233 313 | 3 633 695 | 88 599 619 | 110 432 210 |
| Autres créances | 41 667 019 | 0 | 41 667 019 | 22 119 524 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL Créances | 134 324 664 | 3 633 695 | 130 690 970 | 133 009 552 |
| Valeurs mobilières de placement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| dont actions propres: | | | | |
| Disponibilités | 2 170 548 | 0 | 2 170 548 | 1 623 565 |
| TOTAL Disponibilités | 2 170 548 | 0 | 2 170 548 | 1 623 565 |
| Charges constatées d'avance | 252 310 | 0 | 252 310 | 53 451 |
| Total Actif Circulant (III) | 187 843 833 | 9 420 007 | 178 423 826 | 179 273 350 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | 0 | | 0 | 0 |
| Prime de remboursement des obligations (V) | 0 | | 0 | 0 |
| Ecart de conversion actif (VI) | 110 977 | | 110 977 | 158 917 |
| Total Général (I à VI) | 1 876 161 129 | 363 199 108 | 1 512 962 021 | 1 506 480 236 |

SAINT-GOBAIN ISOVER
Etats financiers au 31 décembre 2021

Bilan passif

| BILAN-PASSIF | Exercice 2021 | Exercice 2020 |
|---|----------------------|----------------------|
| Capital social ou individuel dont versé : 0 | 45 750 000 | 45 750 000 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | 0 | 0 |
| Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence 0 | 0 | 0 |
| Réserve légale | 4 575 000 | 4 575 000 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | 0 | 0 |
| Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0 | 0 | 0 |
| Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0 | 0 | 0 |
| TOTAL Réserves | 4 575 000 | 4 575 000 |
| Report à nouveau | 37 518 774 | 26 840 412 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | 137 502 153 | 67 697 362 |
| Subventions d'investissement | 1 493 693 | 1 264 893 |
| Provisions réglementées | 52 528 114 | 52 860 540 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES (I) | 279 367 734 | 198 988 207 |
| Produit des émissions de titres participatifs | 0 | 0 |
| Avances conditionnées | 0 | 0 |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II) | 0 | 0 |
| Provisions pour risques | 4 511 002 | 1 630 575 |
| Provisions pour charges | 19 273 762 | 22 805 530 |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III) | 23 784 764 | 24 436 104 |
| Emprunts obligataires convertibles | 0 | 0 |
| Autres emprunts obligataires | 0 | 0 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 2 171 420 | 1 041 338 |
| Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs : 0 | 1 019 338 268 | 1 122 352 822 |
| TOTAL Dettes financières | 1 021 509 688 | 1 123 394 160 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 21 600 | 362 158 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 86 538 593 | 64 742 826 |
| Dettes fiscales et sociales | 36 777 703 | 34 965 246 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 14 544 856 | 7 847 962 |
| Autres dettes | 50 400 356 | 51 717 883 |
| TOTAL Dettes d'exploitation | 188 283 108 | 159 636 075 |
| Produits constatés d'avance | 0 | 0 |
| TOTAL DETTES (IV) | 1 209 792 797 | 1 283 030 234 |
| Ecart de conversion Passif (V) | 16 727 | 25 690 |
| TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V) | 1 512 962 021 | 1 506 480 236 |

SAINT-GOBAIN ISOVER
Etats financiers au 31 décembre 2021

Compte de résultat

| COMPTE DE RESULTAT | Exercice 2021 | | | Exercice 2020 |
|--|--|------------------------------|--------------------|--------------------|
| | France | Exportation | Total | |
| Ventes de marchandises | 154 234 428 | 334 054 | 154 568 482 | 151 346 113 |
| Production vendue biens | 350 207 816 | 7 242 881 | 357 450 696 | 296 778 686 |
| Production vendue services | 29 593 877 | 5 581 841 | 35 175 718 | 29 736 535 |
| Chiffres d'affaires nets | 534 036 121 | 13 158 775 | 547 194 896 | 477 861 333 |
| Production stockée | | | 758 892 | -1 725 386 |
| Production immobilisée | | | 0 | 0 |
| Subventions d'exploitation | | | 348 326 | 0 |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | | | 13 313 778 | 11 051 103 |
| Autres produits | | | 39 993 199 | 35 691 958 |
| Total des produits d'exploitation (I) | | | 601 609 091 | 522 879 008 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | 98 782 268 | 87 838 268 |
| Variation de stock (marchandises) | | | -865 440 | 583 089 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) | | | 86 636 203 | 73 772 522 |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | 368 338 | 1 273 158 |
| Autres achats et charges externes (3) (6 bis) | | | 197 515 389 | 160 332 317 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 7 937 316 | 10 726 698 |
| Salaires et traitements | | | 61 587 749 | 60 453 396 |
| Charges sociales | | | 31 605 695 | 28 432 580 |
| Dotations d'exploitation | sur immobilisations | Dotations aux amortissements | 23 189 675 | 23 147 972 |
| | | Dotations aux provisions | 0 | 0 |
| | Sur actif circulant : dotations aux provisions | | 9 342 272 | 7 738 658 |
| | Pour risques et charges : dotations aux provisions | | 4 203 026 | 1 867 000 |
| Autres charges | | | 5 338 675 | 6 111 043 |
| Total des charges d'exploitation (II) | | | 525 641 166 | 462 276 702 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | | | 75 967 925 | 60 602 306 |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | 0 | 0 |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | 0 | 0 |
| Produits financiers de participations | | | 81 815 621 | 30 862 315 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | 0 | 0 |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 606 | -119 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | 171 575 | 22 368 |
| Différences positives de change | | | 0 | 0 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | 0 | 0 |
| Total des produits financiers (V) | | | 81 987 802 | 30 884 565 |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | 140 975 | 6 098 575 |
| Intérêts et charges assimilées | | | 17 469 511 | 19 036 122 |
| Différences négatives de change | | | 0 | 46 355 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | 0 | 0 |
| Total des charges financières (VI) | | | 17 610 486 | 25 181 051 |
| RÉSULTAT FINANCIER | | | 64 377 316 | 5 703 514 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI) | | | 140 345 241 | 66 305 820 |

Compte de résultat (suite)

| COMPTE DE RESULTAT (suite) | Exercice 2021 | Exercice 2020 |
|---|--------------------|--------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 21 385 | 36 512 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 2 367 841 | 1 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 5 955 827 | 5 715 829 |
| Total des produits exceptionnels (VII) | 8 345 053 | 5 752 342 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 859 224 | 753 835 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 1 718 259 | 666 116 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | 6 252 829 | 4 904 173 |
| Total des charges exceptionnelles (VIII) | 8 830 312 | 6 324 124 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII) | -485 260 | -571 782 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | 362 952 | 115 671 |
| Impôts sur les bénéfices (X) | 1 994 877 | -2 078 994 |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII) | 691 941 945 | 559 515 915 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) | 554 439 793 | 491 818 553 |
| BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges) | 137 502 153 | 67 697 362 |

Sommaire

| | |
|---|----|
| 1.FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE..... | 7 |
| 2.PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION..... | 7 |
| 2.1. Principes comptables..... | 7 |
| 2.2. Principales méthodes utilisées..... | 8 |
| 2.2.1. Immobilisations et amortissements..... | 8 |
| 2.2.2. Stocks..... | 9 |
| 2.2.3. Créances..... | 9 |
| 2.2.4. Conversion des créances et des dettes libellées en devises..... | 9 |
| 2.2.5. Disponibilités et concours bancaires courants..... | 10 |
| 2.2.6. Retraites, indemnités de départ à la retraite et médailles du travail..... | 10 |
| 2.2.7. Provision pour risques et charges..... | 10 |
| 2.2.8. Chiffre d'affaires..... | 10 |
| 3. NOTES SUR LE BILAN..... | 11 |
| 3.1. Immobilisations..... | 11 |
| Filiales et participations..... | 12 |
| Variations des immo et amortiss..... | 13 |
| 3.2. Actif circulant..... | 14 |
| 3.3. Capitaux propres..... | 15 |
| 3.4.Provisions pour risques et charges et dépréciations d'actif et provisions réglementées..... | 16 |
| 3.5. Etats des échéances des créances et des dettes..... | 17 |
| 3.6. Comptes rattachés..... | 18 |
| 3.7. Transactions avec des entreprises liées..... | 18 |
| 4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT..... | 19 |
| 4.1. Ventilation du chiffre d'affaires..... | 19 |
| 4.2 Dépenses de recherche et coûts de développement comptabilisés en charges..... | 19 |
| 4.3. Résultat financier..... | 20 |
| 4.4 Résultat exceptionnel..... | 20 |
| 4.5.Ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel..... | 20 |
| 4.6 Accroissements et allègements de la dette future d'impôt..... | 21 |
| 4.7 Transfert de charges..... | 21 |
| 5 AUTRES INFORMATIONS..... | 22 |
| 5.1. Engagements financiers..... | 22 |
| 5.2. Effectif moyen..... | 22 |
| 5.3. Rémunération des organes d'Administration..... | 22 |
| 5.4. Consolidation..... | 22 |
| 5.5. Intégration fiscale..... | 23 |
| 5.6. Autres opérations présentant des risques et des avantages pour la société non traduits au bilan..... | 23 |
| 5.7. Autres éléments significatifs..... | 23 |
| 5.8. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice..... | 23 |

L'activité de la société est la fabrication de fibres de verre.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2021.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30 mars 2022 par le conseil d'administration.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'année 2021 s'est terminée sur une hausse des volumes de ventes annuels de plus de 8%. Ceci est légèrement inférieur à la tendance du marché de l'isolation du fait du retrait significatif des ventes de Laine à Souffler suite aux transformations profondes du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie. Le marché de la rénovation (+9% vs. 2020) a malgré cela plus que récupéré le niveau d'avant crise COVID de même que le neuf résidentiel. Le tertiaire et le logement collectif, bien qu'en croissance vs. 2020 (7 % et 13% respectivement), restent encore en deçà du niveau de 2019.

Le Résultat d'exploitation France est en forte progression, grâce à la hausse des volumes de ventes, contrariée en deuxième partie d'année par une inflation brutale des matières premières et de l'énergie dont l'impact a pu être limité par des hausses de prix successives. Les performances industrielles ont continué à progresser.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 547 195 K€ au 31/12/2021 contre 477 861 K€ au 31/12/2020 soit une augmentation de 14,51%.

Le résultat d'exploitation s'est élevé à 75 968 K€ au 31/12/2021 contre 60 602 K€ au 31/12/2020 soit une augmentation de 25,36%.

En mai 2021, la réponse de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) suite à une question posée concernant la méthode d'étalement des droits pour certains régimes à prestations définies a conduit à revoir la méthode de calcul utilisée depuis l'origine dans les évaluations de ce type de régime en France dans les comptes arrêtés selon les IFRS.

Pour les régimes dont les droits sont fonction de l'ancienneté et conditionnés à la présence au départ à la retraite, si les droits acquis (le barème d'acquisition) plafonnent à un niveau d'ancienneté donné, l'étalement du provisionnement des droits se fait sur la durée d'ancienneté et jusqu'à la retraite et non sur la carrière totale du salarié dans la société.

La société a choisi, en accord avec la mise à jour par l'ANC (Autorité des Normes Comptables) du 17 novembre 2021 de sa Recommandation n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, de retenir également cette méthode comptable pour ses comptes arrêtés selon les principes comptables français.

Cette modification concerne les indemnités de fin de carrière et constitue un changement de méthode comptable au 1er janvier 2021. En conséquence, la société SG ISOVER a diminué au 1er janvier 2021 la provision pour indemnités de fin de carrière pour un montant de 1 481 K€ par la contrepartie du report à nouveau qui a été augmenté du même montant.

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1. Principes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation compte tenu de l'appartenance au groupe Saint- Gobain
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des changements de méthode comptable décrit ci dessus
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions définies par le Plan Comptable Général français issu du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) homologué par arrêté du 8 septembre et modifié par les règlements ANC 2015-06 et 2016-07

2.2. Principales méthodes utilisées

2.2.1. Immobilisations et amortissements

Les immobilisations acquises sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Le coût d'acquisition comprend :

- le prix d'achat,
- les coûts directement attribuables à l'acquisition ou à la mise en place du bien, engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner.

Les coûts d'emprunt ne sont pas incorporés dans le coût d'acquisition.

Les immobilisations produites par l'entreprise sont évaluées à leur coût de production. Le coût de production comprend :

- le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- les charges directes de production,
- les charges indirectes nécessaires à la mise en place et en état de fonctionner du bien.

Les coûts d'emprunt ne sont pas incorporés dans le coût de production.

La Société applique le règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, le règlement CRC 2003-07 relatif à la définition des composants ainsi que le règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs.

a) Immobilisations incorporelles

Les frais de recherche sont inclus dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

En revanche, les coûts de développement correspondant à des projets nettement individualisés et ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale sont enregistrés en immobilisations incorporelles pendant l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Ils sont amortis selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée du projet, n'excédant pas 5 ans. Aucun frais de Recherche et Développement n'a été capitalisé en 2021. Les brevets, concessions, licences et autres valeurs incorporelles immobilisés ont été évalués à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition.

Lorsque la valeur d'utilité d'un ensemble d'immobilisations incorporelles est jugée notablement inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation ou un amortissement exceptionnel est constaté.

Les fonds commerciaux sont amortis linéairement sur une durée de 25 ans.

Les logiciels sont amortis sur une durée d'un an ou de trois ans à compter de leur date d'acquisition.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée de vie prévue.

Les principales durées estimées d'utilisation des biens peuvent être résumées comme suit :

- Construction : entre 15 et 30 ans - Linéaire
- Agencement et aménagement : entre 3 et 30 ans - Linéaire ou Dégressif
- Matériel et outillage industriel (dont four) : entre 2 et 20 ans - linéaire ou dégressif
- Mobilier : 8 ans : Linéaire ou Dégressif
- Matériel de transport et de manutention : 5 ans - Linéaire
- Matériels informatiques : Entre 3 et 5 ans - Linéaire ou Dégressif

Les amortissements dérogatoires, correspondant à la différence entre les amortissements calculés en application des dispositions fiscales et les amortissements calculés sur la durée d'utilisation prévue, figurent sous la rubrique "Provisions réglementées" au passif du bilan.

Lorsque la valeur d'utilité d'un ensemble d'immobilisations corporelles est jugée notablement inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation ou un amortissement exceptionnel est constaté.

c) Immobilisations financières

Les titres de participation et autres titres immobilisés sont valorisés à leur coût d'acquisition, frais accessoires inclus.

La conversion en euros de la valeur des titres libellés en devises est faite au cours de change à la date d'acquisition.

Périodiquement, et notamment lors de l'inventaire annuel, les titres sont évalués à leur valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité tient compte des différents critères dont la quote-part de capitaux propres sociaux et la quote-part d'actif net comptable consolidé.

Au cas par cas des tests spécifiques peuvent être effectués afin de déterminer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la base des business plans (ou budgets prévisionnels à long terme) hors frais financiers mais après impôt.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constituée. Si elle est supérieure, la plus-value latente n'est pas comptabilisée. Aucune compensation n'est pratiquée entre plus et moins-values.

2.2.2. Stocks

Les stocks de matières premières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués à leur coût d'acquisition, qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires, selon la méthode du prix moyen pondéré.

Les stocks d'encours et de produits finis sont valorisés selon la méthode du prix de revient complet de production, qui comprend les coûts directs et indirects de production. Le prix de revient est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Une dépréciation est calculée :

- Pour tous les produits en tenant compte du taux de rotation de stock et/ou éventuellement de l'obsolescence et de leur état qualitatif.
- Pour les produits fabriqués et marchandises, lorsque la valeur brute augmentée des frais proportionnels de commercialisation devient supérieure à la valeur nette de réalisation.

2.2.3. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

La société SAINT GOBAIN ISOVER a cédé en décembre 2021, à la société d'affacturage Eurofactor, 34 710 K€ de créances.

2.2.4. Conversion des créances et des dettes libellées en devises

Les dettes et créances libellées en devises et ayant fait l'objet d'une couverture à terme figurent au bilan au cours de couverture garanti.

Les dettes et les créances n'ayant pas fait l'objet d'une couverture du risque de change figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. Les différences de conversion calculées sont alors inscrites au bilan dans le poste "Ecart de conversion actif ou passif".

Une provision pour risques est constituée, le cas échéant, afin de couvrir les pertes de change latentes non couvertes.

2.2.5. Disponibilités et concours bancaires courants

Les disponibilités sont constituées de valeurs immédiatement convertibles en espèces pour leur montant nominal.

Dans le cadre du dispositif de centralisation des disponibilités au niveau de sa maison mère, la société dispose d'un compte courant de trésorerie intra-groupe auprès de SG Glass France et d'un compte courant de financement auprès de la Compagnie de Saint Gobain.

2.2.6. Retraites, indemnités de départ à la retraite et médailles du travail

A leur départ en retraite, les salariés de la société reçoivent une indemnité dont le montant varie en fonction de l'ancienneté et des autres modalités de la convention collective. De même, au cours de leur vie professionnelle, les salariés acquièrent progressivement l'ancienneté déterminant l'attribution des pensions ou rentes auxquelles ils peuvent prétendre à la fin de leur période d'activité.

Les engagements de la société au 31.12.2021 correspondant aux indemnités de départ à la retraite des salariés s'élèvent à 13 050 888 €.

Les engagements de la société au 31.12.2021 correspondant aux indemnités pour médailles du travail des salariés s'élèvent à 1 813 612 €.

Ces engagements sont comptabilisés en provision pour risque et charges.

Les hypothèses de calculs de l'engagement sont les suivants :

- taux annuel d'inflation : 1.50%
- taux annuel de revalorisation des salaires : 5.50% avant 35 ans, 3.20 % entre 35 et 50 ans et 1.90 % au delà
- taux annuel d'actualisation : 0.99%
- table de survie : TGFH05

L'estimation retenue correspond à l'évaluation actuarielle des prestations accordées selon la méthode des unités de crédit projetées fondée sur le salaire de fin de carrière et les droits déterminés à la date d'évaluation.

Si les droits acquis plafonnent à un niveau d'ancienneté donné, l'étalement du provisionnement des droits se fait sur la durée d'ancienneté et jusqu'à la retraite et non sur la carrière totale du salarié dans la société.

Les écarts actuariels relatifs aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies générés dans l'année sont comptabilisés immédiatement et intégralement dans le compte de résultat.

Les calculs actuariels de ces engagements sont effectués par un cabinet spécialisé

2.2.7. Provision pour risques et charges

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'évènements passés, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Chacun des litiges connus dans lesquels la société est impliquée a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêtés des comptes par la Direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

2.2.8. Chiffre d'affaires

Les ventes de marchandises et de produits finis sont enregistrées en produits au moment de la livraison des biens ou selon les conditions spécifiques prévues à chaque contrat.

Le chiffre d'affaires est également constitué de redevances intercompagnies et prestations de services facturées au fur et à mesure de leur exécution selon les modalités prévues aux contrats.

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1. Immobilisations

a) Immobilisations incorporelles

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à 1356 K€ et concernent :

- Frais de recherche et développement 0 K€
- Logiciels 99 K€
- Immobilisations en cours 1 256 K€

La dotation aux amortissements de l'exercice s'élève à 2 828 K€.

Une provision pour dépréciation a été constatée pour 696 K€.

La société a mis au rebut des immobilisations ayant une valeur brute de 2 624 K€, dégageant une moins value de 14 K€.

b) Immobilisations corporelles

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à 31 511 K€ et la dotation aux amortissements à 20 362 K€.

La société a cédé ou mis hors service des immobilisations ayant une valeur brute de 4 650 K€.

Suite à ces opérations la société a dégagé une plus-value de 646 K€.

Les immobilisations en cours en fin de période s'élèvent à 20 046 K€ et correspondent principalement à des investissements portant sur les projets suivants :

- Maintien des installations pour 5 481 K€.
- Augmentation de capacité de production pour 135 K€.
- Energie pour 207 K€
- Augmentation de productivité pour 185 K€
- Hygiène et sécurité pour 3 655 K€
- Recherche & développement pour 1 564 K€.
- Nouveaux produits pour 1 132K€
- Technologie de l'information pour 457 K€
- Qualité pour 323 K€
- Conditionnement / Emballage pour 24 K€
- Anti pollution pour 2 601 K€
- Logistique pour 352 K€
- Logement & Equipements sociaux pour 47 K€
- Four Etuves pour 3 671 K€
- Productivité pour 212 K€

SAINT-GOBAIN ISOVER
Etats financiers au 31 décembre 2021

c) Immobilisations financières

La variation brute des immobilisations financières au titre de l'exercice 2021 se traduit par une hausse de 116 K€ correspondant principalement à :

- Augmentation des titres de participation de 20 K€
- Augmentation prêt effort à la construction de 119 K€
- Diminution des creances rattachées à des participations de -23 K€

VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

| Rubriques (en milliers d'Euros) | 31/12/2020 | Augmentations | Diminutions | Fusion | Poste à poste | 31/12/2021 |
|---|------------------|---------------|-------------|--------|---------------|------------------|
| Participations évaluées par mise en équivalence | 0 | 0 | 0 | | | 0 |
| Autres participations | 1 180 972 | 20 | -23 | | 0 | 1 180 969 |
| Autres titres immobilisés | 1 812 | 0 | 0 | | 0 | 1 812 |
| Prêts | 2 953 | 237 | -118 | | | 3 074 |
| Autres immobilisations financières | 40 | 99 | -99 | | 0 | 38 |
| TOTAL | 1 185 777 | 356 | -239 | | | 1 185 893 |

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(en euros)

| Sociétés détenues | devise | Capital (en devise) | Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (en devise) | Quote-part de capital détenue (en %) | Valeur brute comptable des titres détenus (en euros) | Valeur nette comptable des titres détenus (en euros) | Prêts et avances consentis par la société non encore remboursés (en euros) | Montant des cautions et avais donnés par la société (en euros) | Chiffre d'affaires hors taxes (100%) du dernier exercice écoulé (en euros) | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (en euros) | Résultats (bénéfices ou pertes à 100%) du dernier exercice clos (en euros) |
|---|--------|---------------------|--|--------------------------------------|--|--|--|--|--|---|--|
| FILIALES | | | | | | | | | | | |
| EUROCOUSTIC | EUR | 4 000 000 | 12 128 625 | 100,00 | 18 761 640 | 18 761 640 | | | 86 545 355 | 424 000 | 2 672 481 |
| PLAFOMETAL | EUR | 200 960 | 2 395 438 | 100,00 | 17 926 963 | 6 145 963 | | | 25 428 836 | | 986 997 |
| SG PLACO | EUR | 198 221 900 | 19 911 095 | 100,00 | 1 040 004 000 | 1 040 004 000 | | | 46 977 241 | 77 754 950 | 69 573 254 |
| ECOPHON | EUR | 571 875 | 2 287 405 | 50,00 | 285 842 | 285 842 | | | 7 492 817 | 115 000 | 640 732 |
| FIBERGLASS | COP | 20 379 000 | 47 460 000 | 55,00 | 8 289 219 | 8 289 219 | | | 20 043 751 | 631 237 | 1 898 000 |
| SGCP UKRAINE | UAH | 74 843 000 | 0 | 100,00 | 22 009 914 | 7 684 914 | | | 13 192 000 | | 1 531 000 |
| ISONAT | EUR | 1 270 000 | 128 576 | 100,00 | 32 054 999 | 27 054 999 | | | 20 335 991 | | (597 146) |
| PARTICIPATIONS | | | | | | | | | | | |
| SG RECHERCHE | EUR | 21 121 875 | 96 762 017 | 21,58 | 5 443 131 | 5 443 131 | | | 60 845 580 | 689 715 | 10 879 025 |
| SAMIN | EUR | 1 550 062 | 1 652 248 | 19,60 | 850 413 | 850 413 | | | 25 056 949 | 142 981 | 1 030 300 |
| SG CONCEPTION VERIERE | EUR | 30 000 | 0 | 30,00 | 9 000 | 9 000 | | | 5 581 747 | 1 559 | 18 064 |
| AUTRES<10% du capital | | | | | | | | | | | |
| SG PPC SAS | EUR | 199 101 022 | 2 450 904 185 | 1,78 | 32 000 397 | 32 000 397 | | | 135 931 | 2 056 179 | 128 498 461 |
| VALOBAT | EUR | | | 3,85 | 20 000 | 20 000 | | | | | |
| AUTRES participations étrangères | | | | | | | | | | | |
| CSR GUANGDONG | | | | 15,00 | 3 313 552 | 0 | | | | | |
| EXELTIUM | | | | 1,00 | 1 812 200 | 1 812 200 | | | | | |
| TOTAL | | | | | 1 182 781 269 | 1 148 361 718 | | | | 81 815 621 | |

d) Variation des immobilisations et des amortissements

VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS

| Rubriques (en milliers d'euros) | Immobilisation au début de l'exercice | Augmentations au cours de l'exercice | Diminutions au cours de l'exercice | Fusion | Transfert | Immobilisation à la fin de l'exercice |
|--|---|--|--|----------|----------------|---|
| Frais d'établissement et de développement (I) | 24 138 | 0 | 0 | 0 | 0 | 24 138 |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles (II) | 24 983 | 1 356 | -2 624 | 0 | 0 | 23 715 |
| <i>Brevets</i> | 15 152 | 99 | -2 624 | | 1 492 | 14 119 |
| <i>Fonds comercial</i> | 8 038 | | | | | 8 038 |
| <i>Autres immob. incorporelles</i> | 1 793 | 1 256 | | | -1 492 | 1 558 |
| Terrains | 21 670 | 4 898 | -1 041 | 0 | 1 720 | 27 247 |
| Constructions | 87 549 | 1 459 | -21 | 0 | 975 | 89 962 |
| <i>Sur sol propre</i> | 64 418 | 0 | 0 | | 35 | 64 453 |
| <i>Sur sol d'autrui</i> | 0 | 0 | 0 | | | 0 |
| <i>Installations générales, agencements et aménagement des constructions</i> | 23 131 | 1 459 | -21 | | 940 | 25 508 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 294 857 | 8 984 | -3 571 | 0 | 9 859 | 310 129 |
| Autres immobilisations corporelles | 6 880 | 38 | -18 | 0 | 175 | 7 075 |
| <i>Installations générales, agencements, aménagement divers</i> | 1 921 | 13 | 0 | | 105 | 2 040 |
| <i>Matériel de transport</i> | 168 | 0 | 0 | | | 168 |
| <i>Matériel de bureau et mobilier informatique</i> | 4 321 | 24 | -18 | | 69 | 4 397 |
| <i>Emballages récupérables et divers</i> | 470 | 0 | 0 | | | 470 |
| Immobilisations corporelles en cours | 16 642 | 16 133 | 0 | 0 | -12 728 | 20 046 |
| Avances et acomptes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Immobilisations financières | 1 185 777 | 356 | -239 | 0 | 0 | 1 185 893 |
| <i>Participations par mise en équivalence</i> | 0 | 0 | 0 | | | 0 |
| <i>Autres participations</i> | 1 180 972 | 20 | -23 | | | 1 180 969 |
| <i>Autres titres immobilisés</i> | 1 812 | 0 | 0 | | | 1 812 |
| <i>Prêts et A. immob. financières</i> | 2 993 | 336 | -217 | | | 3 112 |
| Total | 1 662 497 | 33 223 | -7 513 | 0 | 0 | 1 688 206 |

Fonds commerciaux et autres immobilisations incorporelles :

Les fonds commerciaux inscrits au bilan au 31 décembre 2021 qui faisaient l'objet d'un amortissement continu d'être amortis sur leur durée résiduelle restante. Ceux qui avaient une durée d'utilisation non limitée ne sont pas amortis mais des tests de dépréciation sont mis en œuvre annuellement.

Le détail du fonds commercial se décompose comme suit

| (en euros) | Valeur nette | Specificités | Détails |
|------------------|-----------------|--|-------------|
| FONDS COMMERCIAL | 4 940 | <u>Origine :</u> | |
| | | Reçu en apport SGI en 1979 | 7 970 287 |
| | | Reçu en apport Orgel en 1998 | 67 382 |
| | | taux amortissement 4% à compter de 1984 | (8 032 729) |
| | | | 4 940 |

VARIATIONS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

| Rubriques (en milliers euros) | | Amortissement au début de l'exercice | Exploitation | | Exceptionnel | | Amortissement à la fin de l'exercice |
|--|-----|--------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|
| | | | Augmentations au cours de l'exercice | Diminutions au cours de l'exercice | Augmentations au cours de l'exercice | Diminutions au cours de l'exercice | |
| Amortissements des immobilisations incorporelles | I | 41 874 | 2 828 | -2 610 | | | 42 092 |
| Dépréciation des immobilisations incorporelles | II | 0 | 0 | 0 | | | 0 |
| TOTAL | | 41 874 | 2 828 | -2 610 | 0 | 0 | 42 092 |
| Amortissements des immobilisations corporelles | III | 259 118 | 20 362 | -2 946 | | | 276 534 |
| Dépréciation des immobilisations corporelles | IV | 0 | 0 | 0 | 696 | | 696 |
| TOTAL | | 259 118 | 20 362 | -2 946 | 696 | 0 | 277 230 |
| TOTAL GENERAL | | 300 992 | 23 190 | -5 556 | 696 | 0 | 319 322 |

3.2. Actif circulant

Les stocks sont répartis par nature dans le tableau suivant :

| Rubriques (en milliers euros) | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Stocks marchandises | 3 931 | 0 | 3 931 |
| Stocks produits finis | 26 895 | -1 724 | 25 171 |
| Stocks matières premières | 20 270 | -4 062 | 16 208 |
| En cours de production de biens | 0 | 0 | 0 |
| En cours de production de services | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 51 096 | -5 786 | 45 310 |

| Rubriques (en milliers euros) | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette |
|----------------------------------|----------------|---------------|----------------|
| Clients et comptes rattachés | 92 233 | -3 634 | 88 600 |
| Autres créances | 41 667 | 0 | 41 667 |
| TOTAL | 133 900 | -3 634 | 130 267 |

Les dépréciations d'actif circulant se décomposent ainsi :

| Rubriques (en milliers euros) | Dépréciation au début de l'exercice | Augmentations au cours de l'exercice | Diminutions au cours de l'exercice | Dépréciation à la fin de l'exercice |
|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|
| Stocks | 5 254 | 5 786 | -5 254 | 5 786 |
| Créances | 2 591 | 3 556 | -2 513 | 3 634 |
| Autres provisions pour dépréciation | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 7 844 | 9 342 | -7 766 | 9 420 |

3.3. Capitaux propres

a) Capital Social

Le capital social, d'un montant de 45 750 000 euros, se compose de 3 000 000 actions d'une valeur nominale de 15.25 € chacune.

Ces actions sont détenues à hauteur de 99.99 % par SPAFI

b) Variation des capitaux propres

| Intitulé (en euros) | 31/12/2020 | Impact change- ment de méthode | Report à nouveau | Dividende | Résultat | Autres | 31/12/2021 |
|-------------------------------|--------------------|---|---------------------|--------------------|--------------------|-----------------|--------------------|
| Capital Social | 45 750 000 | | | | | | 45 750 000 |
| Prime d'émission | 0 | | | | | | 0 |
| Ecart de réévaluation | 0 | | | | | | 0 |
| Reserve légale | 4 575 000 | | | | | | 4 575 000 |
| Réserves ordinaires | 0 | | | | | | 0 |
| Report à nouveau | 26 840 412 | 1 481 000 | 9 197 362 | | | | 37 518 774 |
| Résultat de l'exercice | 67 697 362 | | -9 197 362 | -58 500 000 | 137 502 153 | | 137 502 153 |
| Total Capitaux Propres | 144 862 774 | 1 481 000 | 0 | -58 500 000 | 137 502 153 | 0 | 225 345 926 |
| Acompte sur dividendes | | | | | | | |
| Provisions règlementées | 52 860 540 | | | | | -332 426 | 52 528 114 |
| Subvention d'investissement | 1 264 893 | | | | | 228 800 | 1 493 693 |
| Total Capitaux Propres | 198 988 207 | 1 481 000 | 0 | -58 500 000 | 137 502 153 | -103 626 | 279 367 734 |

c) Provisions réglementées

| Intitulé (en milliers d'euros) | 31/12/2020 | Impact changement de méthode | Augmentation | Diminution | 31/12/2021 |
|-----------------------------------|---------------|------------------------------------|--------------|---------------|---------------|
| Provision pour investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Provision pour hausse des prix | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Amortissements dérogatoires | 52 861 | 0 | 4 764 | -5 096 | 52 528 |
| Autres provisions règlementées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 52 861 | 0 | 4 764 | -5 096 | 52 528 |

3.4. Provisions pour risques et charges et dépréciations d'actif et provisions réglementées

**Variation des provisions pour risques et charges et
des provisions pour dépréciations sur actif immobilisé et circulant
(en milliers d'Euros)**

| Rubriques (en milliers d'euros) | Situation et mouvements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Provisions au début de l'exercice | Augmentations dotations de l'exercice | Diminutions | | Provisions à la fin de l'exercice |
| | | | Montants utilisés au cours de l'exercice | Montants non utilisés au cours de l'exercice | |
| Provisions pour pensions | 18 330 | 1 028 | -3 042 | -1 451 | 14 865 |
| Provision retraite | 4 666 | 52 | -1 111 | -820 | 2 787 |
| Provision Indemnités de fin de carrière | 11 831 | 878 | -1 819 | -626 | 10 264 |
| Provision autres avantages LT personnel | 1 833 | 98 | -112 | -5 | 1 814 |
| Provision litiges | 878 | 1 818 | -150 | | 2 546 |
| Provision litige divers | 878 | 1 818 | -150 | 0 | 2 546 |
| Provisions pour garanties | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Provisions pour amendes et pénalités | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Provision risques perte de change | 172 | 141 | 0 | -172 | 141 |
| Provisions pour renouvellement des immobilisations | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Provisions pour gros entretien | 2 839 | 362 | -354 | | 2 846 |
| Provisions pour charges soc et fisc sur congés à prendre | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Provision impôts | 122 | 0 | -5 | | 117 |
| Autres provisions pour risques et charges | 2 096 | 1 788 | -615 | 0 | 3 269 |
| Provision PLAN AP | 1 515 | 431 | -316 | 0 | 1 631 |
| Provision risques personnel LT | 581 | 836 | -114 | 0 | 1 303 |
| Provision risques divers LT | 0 | 521 | -185 | 0 | 336 |
| TOTAL 1 | 24 436 | 5 137 | -4 166 | -1 623 | 23 785 |
| Provision pour dépréciations : | | | | | |
| Sur actif circulant | 7 844 | 9 342 | -5 260 | -2 506 | 9 420 |
| Sur autres actifs immobilisés | 34 457 | 696 | 0 | | 35 153 |
| TOTAL 2 | 42 301 | 10 038 | -5 260 | -2 506 | 44 573 |
| TOTAL GENERAL | 66 737 | 15 176 | -9 426 | -4 129 | 68 358 |

SAINT-GOBAIN ISOVER
Etats financiers au 31 décembre 2021

3.5. Etats des échéances des créances et des dettes

| Cadre A | Etat des créances | Montant brut | A un an au plus | A plus d'un an | A plus de cinq ans |
|---------|---|------------------|--|----------------|--------------------|
| | Créances rattachées à des participations | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Prêts | 3 074 | 0 | 0 | 3 074 |
| | Autres immos financières | 38 | 38 | 0 | 0 |
| | TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE | 3 112 | 38 | 0 | 3 074 |
| | Créances clients (1)(2) | 92 233 | 92 233 | 0 | 0 |
| | Clients douteux ou litigieux | 92 | 92 | 0 | 0 |
| | Autres créances clients | 92 141 | 92 141 | 0 | 0 |
| | Créances diverses (2) | 41 667 | 41 667 | 0 | 0 |
| | Créances représentatives de titres prêtés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Personnel et comptes rattachés | 87 | 87 | 0 | 0 |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 179 | 179 | 0 | 0 |
| | Etat et autres collectivités | 16 728 | 16 728 | 0 | 0 |
| | Impôts sur les bénéfices | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Taxe sur la valeur ajoutée | 16 728 | 16 728 | 0 | 0 |
| | Autres impôts | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Etat - divers | 69 | 69 | 0 | 0 |
| | Groupes et associés(4) | 24 344 | 24 344 | 0 | 0 |
| | Débiteurs divers | 260 | 260 | 0 | 0 |
| | TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT | 133 900 | 133 900 | 0 | 0 |
| | Charges constatées d'avance | 252 | 252 | 0 | 0 |
| | TOTAL DES CREANCES | 137 265 | 134 191 | 0 | 3 074 |
| | Prêts accordés en cours d'exercice | 0 | | | |
| | Remboursements obtenus en cours d'exercice | 0 | | | |
| | Prêts et avances consentis aux associés | 0 | | | |
| | | | | | |
| Cadre B | Etat des dettes | Montant brut | A un an au plus | A plus d'un an | A plus de cinq ans |
| | Emprunts obligataires convertibles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres emprunts obligataires | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine | 2 171 | 2 171 | 0 | 0 |
| | Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Emprunts et dettes financières divers(5) | 1 019 338 | 80 300 | 484 805 | 454 233 |
| | Dettes d'exploitation et diverses (3) | 188 283 | 188 283 | 0 | 0 |
| | Fournisseurs et comptes rattachés | 86 539 | 86 539 | 0 | 0 |
| | Personnel et comptes rattachés | 20 238 | 20 238 | 0 | 0 |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 12 483 | 12 483 | 0 | 0 |
| | Etat et autres collectivités publiques | 2 200 | 2 200 | 0 | 0 |
| | Impôts sur les bénéfices | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Taxe sur la valeur ajoutée | 2 200 | 2 200 | 0 | 0 |
| | Obligations cautionnées publiques | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres impôts | 1 857 | 1 857 | 0 | 0 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 14 545 | 14 545 | 0 | 0 |
| | Groupes et associés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres dettes | 50 400 | 50 400 | 0 | 0 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 22 | 22 | 0 | 0 |
| | Dettes représentatives de titres empruntés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Produits constatés d'avance | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL DES DETTES | 1 209 793 | 270 755 | 484 805 | 454 233 |
| | Emprunts souscrits en cours d'exercice | 45 000 | Emprunts auprès des associés personnes physiques | | 0 |
| | Emprunts remboursés en cours d'exercice | 140 000 | | | |

1) dont 8 840 K€ d'effets à recevoir

2) dont 2 171 K€ produits à recevoir

3) dont 129 547 K€ de charges à payer

4) dont 19 184 K€ de comptes courants avec SG GLASS

5) dont 9 338 K€ concernant les emprunts et intérêts courus auprès de la Compagnie Saint Gobain

3.6. Comptes rattachés

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 252 K€ et sont principalement constituées de :

| | |
|-----------------------------|--------|
| Assurances | 201 K€ |
| Sous traitance informatique | 51 K€ |

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 0 K€

Les produits à recevoir, qui s'élèvent au total à 2 171 K€, sont constituées principalement par :

| | |
|-----------------------|----------|
| Redevances à recevoir | 600 K€ |
| Avoirs à recevoir | 55 K€ |
| Factures à établir | 1 402 K€ |
| Autres | 114 K€ |

Les charges à payer, qui s'élèvent au total à 138 884 K€, sont constituées principalement de :

| | |
|---------------------------------------|-----------|
| Factures non parvenues | 53 774 K€ |
| Emprunts et dettes financières divers | 9 338 K€ |
| Dettes fiscales et sociales | 28 274 K€ |
| Rabais remises ristournes | 47 498 K€ |

3.7. Transactions avec des entreprises liées

Aucune transaction n'a été conclue avec des parties liées qui soit significative et à des conditions anormales de marché.

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1. Ventilation du chiffre d'affaires

Par secteur géographique

| Rubriques (en milliers d'euros) | Chiffre d'affaires France | Chiffre d'affaires Export | Total 31/12/2021 | Total 31/12/2020 | Variation % |
|------------------------------------|------------------------------|------------------------------|---------------------|---------------------|---------------|
| France | 534 036 | | 534 036 | 465 127 | 14,82% |
| Etranger | | 13 159 | 13 159 | 12 734 | 3,33% |
| TOTAL | 534 036 | 13 159 | 547 195 | 477 861 | 14,51% |

Le CA total net de 547 195 K€ se décompose comme suit:

Le CA réalisé en France pour 534 036 K€ représente 97,60% du CA Net total contre 97,34% en 2020.

Le CA export pour 13 159 K€ représente 2 % du CA net total contre 3% en 2020.

Par activité

| Rubriques (en milliers d'euros) | Chiffre d'affaires France | Chiffre d'affaires Export | Total 31/12/2021 | Total 31/12/2020 | Variation % |
|------------------------------------|------------------------------|------------------------------|---------------------|---------------------|---------------|
| Ventes de marchandises | 154 234 | 334 | 154 568 | 151 346 | 2,13% |
| Production vendue biens | 350 208 | 7 243 | 357 451 | 296 779 | 20,44% |
| Production vendue services | 29 594 | 5 582 | 35 176 | 29 737 | 18,29% |
| TOTAL | 534 036 | 13 159 | 547 195 | 477 861 | 14,51% |

Le chiffre d'affaires de la société SAINT-GOBAIN ISOVER est principalement constitué de:

- ventes de produits finis et marchandises pour 94% soit 512 019 K€
- des produits accessoires (redevances à des sociétés non consolidées ou prestations de services du centre de recherche) pour 6% soit 35 176 K€

4.2 Dépenses de recherche et coûts de développement comptabilisés en charges

Au cours de l'exercice, le montant global des dépenses de recherche et des coûts de développement s'est élevé à 16 312 K€

4.3. Résultat financier

Ce résultat correspond aux éléments suivants :

| Nature des charges et produits financiers (en milliers d'euros) | Montant |
|--|---------------|
| Dividendes | 81 816 |
| Quote-part de résultat GIE/SCI/SNC | 1 |
| Dotations/Reprises financières aux amortissements et provisions | 0 |
| Intérêts financiers nets | -16 404 |
| Résultat de change (provision perte de change) | 31 |
| Escomptes | -1 066 |
| Intérêts sur créances factorées | 0 |
| RESULTAT FINANCIER | 64 378 |

4.4 Résultat exceptionnel

Ce résultat correspond aux éléments suivants :

| Nature des charges et produits exceptionnels (en milliers d'euros) | Montant |
|---|-------------|
| Dotations/reprises sur amortissements dérogatoires | 332 |
| Dotations/reprises sur dépréciations d'immobilisations | -696 |
| Dotation :Reprise provisions pour restructurations | 0 |
| Dotation et reprise pour Provisions UP | -368 |
| Dotations/reprises diverses | 0 |
| VNC des immobilisations corporelles | -1 718 |
| Prix ventes immobilisations corporelles | 2 368 |
| Divers charges/produits exceptionnels | -403 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | -485 |

4.5. Ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel

| Impôts (en milliers d'euros) | Résultat avant impôt | Impôt | Résultat après impôt |
|-------------------------------------|----------------------|---------------|----------------------|
| Résultat courant à taux normal * | 107 022 | -3 274 | 103 749 |
| Résultat courant à taux réduit ** | 33 323 | -2 580 | 30 742 |
| Résultat exceptionnel | -485 | 0 | -485 |
| Résultat exceptionnel à court terme | | | 0 |
| Résultat exceptionnel à long terme | | | 0 |
| Participations des salariés | -363 | -106 | -469 |
| Contribution sociale | | | 0 |
| Créance impôt recherche | | 4 585 | 4 585 |
| Créance impôt Mécénat | | 83 | 83 |
| Retenue à la source | | -765 | -765 |
| Regul IS N-1 | | 63 | 63 |
| TOTAL | 139 497 | -1 995 | 137 502 |

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

* Taux 27.5 %

** Taux réduit à 10 %

4.6 Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

Les éléments entraînant un décalage d'imposition conduisent à un accroissement de la dette future d'impôt de 8060 K€, calculé au taux de 25,82%.

SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

La situation fiscale latente s'analyse comme suit :

| Rubriques | (en milliers d'euros) | Montant |
|---|-----------------------|---------------|
| IMPOT DU SUR : | | |
| Provisions réglementaires : | | |
| Ecart de conversion Actif | | |
| Ecart de conversion Passif | | |
| Provisions pour investissements | | |
| Amortissements dérogatoires | | 13 563 |
| Subventions d'investissement | | |
| IFRS16 | | -9 |
| Produits non imposable temporairement : | | |
| Plafonnement TP | | |
| TOTAL ACCROISSEMENTS | | 13 554 |
| IMPOT PAYE D'AVANCE SUR : | | |
| Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) : | | |
| Provisions pour congés payés | | -823 |
| Provisions pour risques et charges | | -3 370 |
| Provisions pour clients et stocks | | -1 095 |
| Provisions pour participation | | -124 |
| Contribution de solidarité | | |
| Provisions pour dépréciation des immobilisations | | |
| A déduire ultérieurement : | | |
| Provisions pour propre assureur | | |
| Autres | | -82 |
| TOTAL ALLEGEMENTS | | -5 494 |
| SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE | | 8 060 |

| | |
|---------------------------------|---------|
| IMPOT DU SUR : | |
| Plus-values différées | |
| CREDIT A IMPUTER SUR : | |
| Déficits reportables | 110 065 |
| Moins-value à long terme | |
| Amortissements réputés différés | |

4.7 Transfert de charges

Les transferts de charges qui s'élèvent à 2 596 K€ sont constitués par :

| | |
|---|----------|
| -Remboursement assurance lié à l'activité | 2 K€ |
| -Transfert de charges de personnel | 1 444 K€ |
| -Transfert de charges diverses | 1 588 K€ |
| -Transfert de charges exceptionnelles | -437 K€ |

5 AUTRES INFORMATIONS

5.1. Engagements financiers

a) Retraite

Néant

b) Crédit-bail

Néant

c) Autres engagements financiers

Les cautions et garanties diverses données s'élèvent à 2 605 K€.

Les engagements d'achat vis à vis d'Exeltium s'élèvent à 5129 K€. En contre partie, SG ISOVER a reçu un engagement de garantie de la Compagnie Saint Gobain pour ce même montant.

Les engagements vis à vis des GIE de la compagnie s'élèvent à 0 K€

Les engagements reçus en garantie de paiement des clients s'élèvent à 0 K€.

Le Plan UP se décompose en :

- Les engagements donnés à la Compagnie de Saint-Gobain au titre de la couverture des unités de performance au 31/12/2021 se situent à -509 K€
- Les engagements 2021 donnés aux salariés bénéficiaires d'unités de performance sont nuls dans la mesure où les montants provisionnés sont supérieurs aux engagements salariés (cours réel < cours couvert).

Les achats de devises à terme s'élèvent à 918 K€

Les ventes de devises à terme s'élèvent à 4 998 K€

Le montant des commandes non réceptionnées concernant les immobilisations s'élève à 1 074 K€.

5.2. Effectif moyen

EFFECTIF MOYEN

| Effectifs | Personnel salarié | Personnel à disposition | Total |
|---------------------------------|-------------------|-------------------------|-------------|
| Cadres | 306 | | 306 |
| Agents de maîtrise, techniciens | 249 | | 249 |
| Employés | 86 | 45 | 131 |
| Ouvriers | 322 | | 322 |
| TOTAL | 963 | 45 | 1008 |

5.3. Rémunération des organes d'Administration

La rémunération des dirigeants n'est pas communiquée car cette information conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

5.4. Consolidation

Les comptes individuels de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de la Compagnie de Saint-Gobain dont le siège social est situé à Courbevoie « Tour SAINT GOBAIN », 12 Place de l'Iris, 92096 La Défense Cedex.

Conformément à l'article L.233-17 du Code de Commerce et à l'article 248-13 du décret du 23 mars 1967, la société est exemptée, en tant que mère de sous-groupe, de produire des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du Groupe.

5.5. Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 1993, la société est comprise dans un périmètre d'intégration fiscale conformément à l'accord qu'elle a donné à l'option exercée par la Société Mère en application de l'article 223 A du Code Général des Impôts.

La convention d'intégration prévoit la neutralité fiscale pour les filiales intégrées. Dans leurs relations avec la Compagnie de Saint-Gobain, société mère intégrante, les filiales acquittent leur impôt comme si elles étaient imposées séparément.

En cas de sortie du Groupe, les filiales déficitaires n'ont droit à aucune indemnisation au titre des déficits transmis à l'intégrante pendant la période d'intégration.

5.6. Autres opérations présentant des risques et des avantages pour la société non traduits au bilan

Enquête de l'Autorité de la concurrence française dans le secteur des produits d'isolation thermique des bâtiments

Le 28 juillet 2014, la société Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain (en tant que société-mère du Groupe Saint-Gobain) ont reçu une notification de griefs de la part de l'Autorité de la concurrence française. Une audience s'est tenue le 11 mai 2016 au terme de laquelle, compte tenu des arguments développés par Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain, l'Autorité a renvoyé le dossier à l'instruction. En octobre 2018, une seconde notification des griefs a été adressée à la société Saint-Gobain Isover et à la Compagnie de Saint-Gobain. L'Autorité y retient à l'encontre de ces deux sociétés un grief de concertation entre 2001 et 2013 sur le marché de fabrication des produits d'isolation thermique.

Saint-Gobain Isover et la Compagnie de Saint-Gobain ont contesté ce grief dans leur réponse à la deuxième notification de grief déposée en janvier 2019.

Un nouveau rapport a été adressé par l'Autorité fin 2019, qui a donné lieu à la remise d'observations en réponse de la part de Saint-Gobain Isover et de la Compagnie de Saint-Gobain le 11 février 2020.

L'audience devant l'Autorité s'est tenue le 6 octobre 2020. Par décision en date du 14 janvier 2021, l'Autorité de la concurrence française a considéré que la concertation alléguée n'était pas établie et a prononcé un non-lieu sur l'ensemble des griefs notifiés. Le 26 février 2021, Actis a fait appel de cette décision. Depuis, Saint-Gobain a déposé ses conclusions le 31 mai 2021. Le Groupe est en attente de la décision de l'Autorité de la Concurrence et l'affaire devrait être plaidée au cours du premier semestre 2022.

Sur le plan civil, en mars 2013, la société Actis a assigné Saint-Gobain Isover, le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment et le FILMM devant le tribunal de grande instance de Paris pour les conséquences dommageables des faits faisant l'objet de l'enquête de l'Autorité de la concurrence. Par ordonnance en date du 16 décembre 2014, le juge de la mise en état a prononcé un sursis à statuer dans l'attente de la décision de l'Autorité de la concurrence, procédure qui reste suspendue à la date du présent Document.

5.7. Autres éléments significatifs

Néant

5.8. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

La société SG ISOVER détient 100% des titres de la société SGCP UKRAINE pour une valeur brute de 22 009 914 € et une valeur nette de 7 684 914 €

Le conflit armé entre la Fédération de Russie et l'Ukraine a démarré le 24 février 2022. Dans ce contexte changeant et très complexe, toutes les transactions depuis et vers l'Ukraine, la Fédération de Russie et la Biélorussie ont été suspendues par le Groupe Saint-Gobain. Cette situation entraîne des incertitudes sur le contrôle des opérations dans ces pays, la gestion de la trésorerie et plus généralement la valorisation dans notre société des titres de participations des filiales concernées.